



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2673  
25 octobre 2019  
1,20 € • DOM: 1,80 €



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE**

# **OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

# **Contre la politique criminelle de la SNCF et du gouvernement, vive la réaction collective des cheminots !**



**GE - Belfort**

**Non aux  
licenciements !**

Page 16

**Lubrizonl, etc.**

**Pollueurs  
sans contrôle**

Page 5

**Chili**

**Explosion  
de colère**

Page 10

**LEUR SOCIÉTÉ**

Retraites:  
le gouvernement joue la prudence 3

Égalité femmes-hommes:  
des comptes à dormir debout 3

Le 115: prié de refuser les étrangers 3

Macron, Le Pen et le voile islamique: concours de démagogie 4

Saint-Denis: des familles syriennes de nouveau à la rue 4

Frais bancaires: le racket légal 4

Lubrizol: pollueur incontrôlé 5

Station d'épuration - Achères: un feu étouffé? 5

LVMH au Texas: Arnault, cow-boy de luxe 5

Éducation: toujours plus de précarité 6

Appel à la grève en Seine-Saint-Denis 6

Lycée Paul-Robert - Les Lilas: un mouvement pour l'avenir 6

Endettement des entreprises: la gangrène ronge l'économie 7

Generali: assurance vie sans garantie 7

CICE: l'arnaque 7

Conforama: les salariés protestent 7

Macron à Mayotte: démagogie xénophobe et promesses électorales 16

General Electric - Belfort: toujours pas d'accord! 16

"Coût" du travail: propagande patronale 16

**DANS LE MONDE**

Algérie: le mouvement populaire défie le chef de l'armée 8

Liban: révolte contre le système politique 8

Catalogne: colère, répression et calculs électoraux 9

Burkina Faso: régime corrompu et terreur djihadiste 9

Chili: explosion de colère 10

Chili: un pays parmi les plus inégalitaires du monde 10

Mexique: narcotrafic et déliquescence de l'État 10

**ENTREPRISES**

Total - Feyzin: grève pour les emplois 11

Punch Powerglide - Strasbourg: 50 licenciements de plus! 11

Groupe hospitalier - Mulhouse: une pénurie catastrophique 11

SNCF: après l'accident des Ardennes, une démonstration de force des cheminots 12/13

ADMR - Puy-de-Dôme 14

Reseda - Perpignan: les travailleurs sociaux en colère 14

Tulle - La Poste 14

Hôtel Ibis-Batignolles 15

Nike Store Champs-Élysées 15

**AGENDA**

Fêtes de Lutte ouvrière 3

**Contre la politique criminelle de la SNCF et du gouvernement, vive la réaction collective des cheminots!**

Les médias ont relayé jusqu'à la nausée une campagne contre les cheminots, massivement en droit de retrait vendredi et tout le week-end. À les entendre, les cheminots seraient des irresponsables ayant décidé, sans aucune raison valable, de prendre en otage les voyageurs au moment des départs pour les vacances de la Toussaint.

C'est pourtant bien le sens des responsabilités et de la sécurité qui a poussé les travailleurs de la SNCF à réagir après l'accident d'un TER dans les Ardennes, mercredi 16 octobre. Parti de la région Champagne-Ardenne, le mouvement s'est rapidement étendu à tout le pays. La réaction individuelle spontanée de milliers de cheminots s'est transformée en réponse collective, contre ce qu'ils ressentaient à juste titre comme l'accident de trop.

La direction de la SNCF a mis en place et généralisé les TER « équipement à agent seul » pour supprimer des emplois de contrôleurs. Voilà pourquoi, comme des milliers d'autres, le train accidenté le 16 octobre circulait sans autre personnel que le conducteur.

C'est grâce au sang-froid et à la détermination de son conducteur que le pire a été évité, quand la rame qu'il conduisait a percuté un convoi exceptionnel bloqué sur les voies, à la hauteur d'un passage à niveau. Choqué et blessé lui-même, il s'est démené pour assurer la sécurité des 70 passagers. Les systèmes de sécurité ne fonctionnant pas, il a marché plus d'un kilomètre pour aller disposer des torches à l'avant et à l'arrière du train afin de signaler l'accident et d'éviter que l'arrivée d'un autre train ne provoque un suraccident. Il est ensuite retourné dans le train pour rassurer les passagers et s'occuper des voyageurs blessés.

Dans le public comme dans le privé, c'est le dévouement des travailleurs qui permet de tenir. À Rouen par exemple, lors du sinistre de l'usine Lubrizol, des ouvriers de l'entreprise ont eu le réflexe salutaire d'éloigner des produits dangereux de l'incendie, pendant que les patrons de la multinationale niaient tout danger et toute responsabilité.

Mais pour la conduite courageuse et responsable de ces travailleurs, pas de couronnes de lauriers, pas de reportages admiratifs à la télé et à la radio.

À la place, un tombereau d'insultes s'est déversé sur les cheminots. Mentant sans vergogne, Pepy, le PDG de la SNCF, a affirmé qu'il n'y a aucun danger grave et imminent sur aucun train à la SNCF. À l'unisson avec le Premier ministre Philippe, il a évoqué des sanctions judiciaires pour « grève sauvage ».

C'est vraiment le monde à l'envers! Car les vrais criminels dans cette affaire sont à la tête de la SNCF et du gouvernement. Leur politique d'économies se traduit par la suppression de milliers d'emplois. Et moins de travailleurs dans les ateliers, à la maintenance des voies, dans les trains et dans les gares, c'est autant de risques en plus, pour les travailleurs comme pour les passagers. Alors les cheminots ont eu mille fois raison de manifester leur refus de continuer comme cela!

Quant à ceux qui nous dirigent, ils ne sont responsables que devant les profits des capitalistes. Pour que les milliards continuent à arroser le grand patronat, le gouvernement étouffe les services indispensables à la population à coup de réductions d'effectifs et de budgets. Dans les écoles, les directeurs sont obligés de tout gérer seuls, pendant que dans les hôpitaux, les travailleurs sont mobilisés depuis des mois pour qu'on leur donne les moyens de faire leur travail sans maltraiter les patients, sans risquer de tuer au lieu de soigner.

De recul en recul, la classe ouvrière subit non seulement les salaires trop faibles et les conditions de travail dégradées, mais aussi une société de plus en plus invivable, où éduquer les enfants, se soigner ou se déplacer devient difficile, voire dangereux.

Il faut que les travailleurs réagissent collectivement contre ces attaques. La journée de grève interprofessionnelle du 5 décembre est appelée contre la réforme des retraites, dernier épisode de la guerre que gouvernement et grand patronat nous mènent. Elle peut être une première étape pour affirmer notre droit à une existence digne.

Au-delà, c'est bien l'existence et la domination de cette classe capitaliste, qui tue la société à petit feu, que les travailleurs devront remettre en cause.



# Retraites : le gouvernement joue la prudence

**Alors qu'il avait annoncé par avance qu'il mènerait la démolition des retraites tambour battant, le gouvernement cherche désormais à temporiser.**

Édouard Philippe se veut rassurant : « Je ne suis pas du tout le pied sur l'accélérateur », « on a beaucoup, beaucoup de temps encore », a-t-il lancé lors d'un débat sur les retraites. Ajoutant même que le système actuel « est et a été à bien des égards un bon système », « à peu près équilibré financièrement. » On en viendrait presque à se demander pourquoi il

veut en changer. S'il maintient bien sa volonté de le transformer en système par points, et de remettre en cause les régimes dits « spéciaux », qu'on ne s'alarme pas ! Rien n'est tranché, tout sera négociable... La réforme pourrait même ne toucher que les nouveaux entrants sur le marché du travail, épargnant les salariés actuels. Elle ne serait

donc pleinement appliquée que dans 45 ans.

Pas de quoi s'inquiéter donc, et se mobiliser ! Car ce qui inquiète le gouvernement, lui, ce sont les réactions du monde du travail. C'est même pour cela qu'il joue plus volontiers du pipeau que du bâton en ce moment.

Déjà, le mouvement des gilets jaunes avait obligé Macron à en rabattre au printemps dernier. La journée de grève très suivie des travailleurs de la

RATP en septembre, peu de temps après l'annonce de la réforme, a eu l'effet d'un avertissement.

Elle est venue rappeler qu'il y a 24 ans, en novembre-décembre 1995, le gouvernement de l'époque avait été obligé de remballer sa réforme des retraites face à la mobilisation des travailleurs, dans les transports et au-delà.

Dans ce contexte, l'écho favorable rencontré chez les travailleurs par la date du 5 décembre l'oblige à

redoubler de prudence. Appelée par plusieurs syndicats de la RATP et de la SNCF et reprise nationalement par la CGT, FO, Solidaires et la FSU, la journée de grève du 5 décembre pourrait marquer une étape dans la lutte contre l'attaque du gouvernement.

Et le fait que le gouvernement tente de désamorcer la colère ne peut être qu'un encouragement à la mobilisation pour tous les travailleurs.

**Jacques Le Gall**

## Égalité femmes-hommes : des comptes à dormir debout

**Marlène Schiappa avait annoncé début octobre un doublement du budget dédié à l'égalité femmes-hommes, atteignant 1,16 milliard d'euros pour 2020.**

« C'est un chiffre historique, il n'y a jamais eu autant d'argent investi pour l'égalité femmes-hommes », avait-elle alors déclaré, espérant répondre ainsi aux critiques accusant le gouvernement de dissimuler la petitesse des moyens alloués à la lutte pour ladite égalité derrière une publicité tous azimuts.

Le détail de ce milliard vient d'être rendu public. D'une part, seuls 557 millions d'euros, la moitié, sont garantis pour l'année à venir. L'autre moitié est pour le moment virtuelle. Surtout, l'augmentation du budget consacré à l'égalité est principalement due au triplement des sommes allouées aux programmes dits de solidarité ou d'aide au développement à l'étranger. Mélanger lesdites sommes avec le budget dédié à la lutte pour l'égalité femmes-hommes relève donc pour le moins de l'entourloupe. Et si elles concernent sans doute des femmes, difficile de savoir à qui et à quoi

elles servent. Quant à la lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans le pays, son budget n'augmente que de 2%.

Alors que la plupart des associations féministes estiment qu'entre 500 millions et un milliard d'euros seraient nécessaires rien que pour lutter contre les violences faites aux femmes, seuls 79 millions d'euros y avaient été consacrés en 2019. Schiappa a bien annoncé 361 milliards en 2020, mais en les répartissant entre plusieurs ministères. De ce fait, aucune somme allouée ne figure clairement dans les documents expliquant le budget, et il n'est pas possible de vérifier ses déclarations et ses chiffres. À la publication de ceux-ci, une association féministe a estimé que le niveau d'escroquerie est tout simplement incroyable.

Faire beaucoup de bruit avec du vent, c'est tout un art que le gouvernement maîtrise bien.

**J. L. G.**

## Le 115 : prié de refuser les étrangers

**Le 115, qui s'occupe de l'hébergement d'urgence des sans-abri, est saturé depuis longtemps, mais jusqu'à présent, il est censé accueillir toute personne en détresse, quelle que soit sa situation administrative.**

Depuis quelques mois, plusieurs préfectures donnent pour consigne de trier les appels et de ne pas héberger les étrangers.

Normalement, les demandeurs d'asile devraient être hébergés par le DNA (Dispositif national d'accueil), mais faute de place, il n'en accueille qu'un sur deux. Les autres se reportent sur le 115, de même que des étrangers en situation irrégulière, ou des déboutés du droit d'asile.

Le ministère de l'Intérieur et celui du Logement nient avoir passé la consigne de refuser les immigrés. Mais le préfet de la Marne, Denis Conus, a écrit le 23 septembre aux responsables du 115 : « Sauf vulnérabilité avérée, je vous demande de ne plus prendre en charge les personnes déboutées en France de leur demande d'asile. »

En Ile-et-Vilaine, la préfète Michèle Kirry nie aussi avoir donné ce type de consigne tout en faisant une

déclaration où elle sous-entend le contraire : « L'accueil est inconditionnel mais il se fait en fonction d'un nombre de places. La dure réalité c'est qu'entre le jeune Géorgien qui a des engelures et la femme battue, il faut discerner. »

Face à l'aggravation de la crise et à l'augmentation du nombre de sans-abri, l'insuffisance des moyens consacrés à l'hébergement d'urgence est de plus en plus criante.

Les autorités, responsables de cette situation de pénurie, s'en servent pour justifier le choix d'exclure les étrangers, ce qui rajoute un degré d'abjection à cette politique.

**Hélène Comte**



Cet été à Reims.

FLORE CARON

## AGENDA

## Fêtes de Lutte ouvrière



### Fourmies

**Samedi 2 novembre**  
de 17 heures à minuit  
Espace Mandela

### Dijon

**Dimanche 10 novembre**  
à partir de 11 heures  
Maison de Marsannay  
Marsannay-la-Côte

### Bordeaux

**Dimanche 10 novembre**  
à partir de 11 heures  
Salle Victor-Hugo  
(Château du Diable)  
à Cenon

### Compiègne

**Samedi 16 novembre**  
à partir de 18 heures  
Salle des fêtes  
de Margny-lès-Compiègne

### Reims

**Dimanche 17 novembre**  
à partir de 11 heures  
Salle des Phéniciens  
à Châtillons

### Strasbourg

**Dimanche 17 novembre**  
à partir de 11 h 30  
Centre socio-culturel l'ARES  
10, rue d'Ankara  
(Esplanade)

## Macron, Le Pen et le voile islamique : concours de démagogie

**Le concours de démagogie antimusulmans continue de battre son plein dans le monde des politiciens et dans les médias. Macron avait ouvert ce sinistre bal en affirmant qu'il fallait parler de l'immigration, c'est-à-dire la stigmatiser.**

Et le Président d'en rajouter après l'attentat à la préfecture de Paris, appelant à une société de vigilance contre les signes de radicalisation, aussitôt suivi par un élu RN qui s'en est pris à une femme voilée au conseil régional de Bourgogne. La campagne s'est alors emballée au gouvernement, à droite et à l'extrême droite, chacun y allant de

sa surenchère quotidienne, jusqu'au 20 octobre où Marine Le Pen s'est prononcée pour «l'interdiction du voile dans l'espace public».

L'ensemble de la classe politique, en dehors du RN, a alors affirmé en chœur que cette proposition était honteuse, stupide, inconstitutionnelle, ridicule, inapplicable, etc. Et Macron, après avoir allumé lui-même cet

incendie, a pu poser au pompier le 22 octobre en prêchant contre «la division», pour l'apaisement. Tout en allant chasser des voix à droite, Macron veut continuer d'apparaître comme s'opposant à la surenchère lepéniste.

On ne sait ce que donneront, dans les urnes, les tactiques répugnantes de ces pipeurs de voix professionnels. Mais on sait ce qu'elles impliquent dans la vie de tous les jours: une dégradation des relations humaines, une méfiance, des paroles, des attitudes qui contribuent à pourrir le climat

social. Cette campagne, initiée par Macron, amplifiée par Le Pen, renforcera inévitablement les préjugés et les comportements racistes.

Combattre pour l'émancipation des femmes implique de lutter contre le voile, ce symbole de leur enfermement et de leur oppression. Mais cela n'a rien à voir avec la campagne anti-musulmans de Macron, Le Pen et de tous les politiciens qui cherchent des voix réactionnaires. Au contraire, cette campagne ne peut que renforcer les courants intégristes. Les femmes qui se battent aujourd'hui pour

leur liberté n'ont rien à attendre de ces politiciens ni de leurs lois.

Dans les pays comme l'Arabie saoudite, où la prison du voile islamiste est obligatoire, la France est du côté des oppresseurs. Ici même, la lutte contre l'oppression des femmes, dont le voile islamique est un marqueur revendiqué, ne peut pas se mener au nom de l'ordre social, mais seulement contre lui, pas aux côtés des Macron et des Le Pen, mais uniquement en s'opposant à eux.

**Paul Galois**

## Saint-Denis : des familles syriennes de nouveau à la rue

**Après un mois à l'hôtel, sept familles syriennes ont été mises à la rue mardi 15 octobre, à Saint-Denis.**

Le 29 août dernier, quinze familles avaient été jetées à la rue sans ménagement. Elles squattaient un immeuble géré par le bailleur Freha, un bailleur social associatif issu du mouvement Emmaüs, mais dont des marchands de sommeil avaient pris le contrôle avec des méthodes de voyous. Les familles leur versaient 600 euros par mois pour des logements que le bailleur social louait auparavant 250.

Expulsées à la veille de la rentrée scolaire, les familles avaient trouvé le soutien d'une partie des habitants et de l'association Raj' Ganawak qui, depuis deux ans, aide à la scolarisation des enfants. Ils avaient organisé un campement dans le square Pierre-de-Geyter, juste à côté de l'immeuble.

C'est cette mobilisation qui a contraint la mairie, malgré son refus initial, à prendre les familles en charge pendant un mois. Aujourd'hui la mairie PCF de Saint-Denis, qui affirme avoir déjà dépensé 50 000 euros, exige que l'État prenne la suite, ce qu'il se refuse à faire.

Résultat: sur les quinze familles, quatre bénéficient toujours d'un hôtel, et ce sont les plus précaires, ceux qui craignent d'être renvoyés dans un pays européen où les autorités ont pris leurs empreintes digitales, qui se retrouvent une nouvelle fois à la rue.

Les familles sont provisoirement hébergées sous le chapiteau de l'association Raj' Ganawak. Mais outre que cette association se sert de ce lieu quotidiennement pour ses activités,



Le campement de la place Pierre-de-Geyter.

le chapiteau, même chauffé, est un lieu bien précaire pour 27 personnes, dont des enfants en bas âge.

Contactée, la mairie renvoie les familles à la

préfecture qui, elle, fait la sourde oreille depuis le début. Le gouvernement laisse ces familles, comme l'ensemble des migrants qui campent sur l'avenue

Wilson à Saint-Denis, livrées à elles-mêmes, dans des conditions innommables.

C'est inacceptable.  
**Aline Urbain**

## Frais bancaires : le racket légal

**L'an dernier, en plein mouvement des gilets jaunes, les directions de toutes les grandes banques françaises s'étaient senties obligées d'annoncer un gel de leurs tarifs. En 2020, elles comptent bien se rattraper.**

Le site Internet Moneyvox, spécialisé dans la comparaison des tarifs bancaires, a commencé à éplucher les augmentations prévues pour le mois de janvier prochain. Pour le directeur de ce site, la conclusion est limpide: «Le but des banques (...) est de faire en sorte qu'il y ait une hausse maximum possible [des frais bancaires] – parce qu'elles doivent se rattraper pour l'augmentation qu'elles n'ont pas eue

en 2019 – mais qu'elle soit le moins visible possible.»

Donc si les frais de tenue de compte vont peu augmenter, les banques vont maximiser leurs profits en faisant exploser les frais pour des opérations moins visibles comme les incidents bancaires. Ainsi, l'association 60 millions de consommateurs a révélé que certaines banques avaient prévu de modifier la manière dont elles calculeront les découverts.

Par exemple, quelqu'un ayant 100 euros sur son compte et retirant 6 fois 20 euros dans la même journée aboutissant à un découvert de 20 euros, sera considéré à découvert pour toutes les opérations ayant eu lieu dans la même journée. Dans l'exemple donné, il devra donc désormais payer 6 fois 8 euros, c'est-à-dire 48 euros de pénalité, au lieu d'une fois 8 euros comme c'est le cas aujourd'hui.

En plus des pénalités pour un découvert, la majorité des banques envoient une lettre qu'elles facturent 10 euros. D'après une étude révélée par le journal *Le*

*Parisien*, 21% des gens dépassent le découvert autorisé tous les mois, 40% une fois par trimestre et 66% au moins une fois par an. C'est en faisant payer les plus pauvres que les banques se rattraperont. L'an dernier, elles avaient récolté dans leur ensemble 6 milliards d'euros rien qu'avec les frais bancaires.

Les banques prétendent que les faibles taux d'intérêts les handicapent. En réalité, ils ne les empêchent absolument pas de spéculer, au contraire. Les génies de la spéculation savent faire des opérations financières incroyablement profitables que les taux d'intérêts

montent ou baissent.

Mais tous les arguments sont bons pour faire payer les clients et les salariés. Car ces mêmes grandes banques ont aussi annoncé des milliers de suppressions d'emplois ces derniers mois. L'une d'entre elles, HSBC, vient encore d'annoncer un plan de 10 000 suppressions de postes.

Face à cet immense parasitisme financier, il n'y a qu'un seul remède: l'expropriation de toutes les banques et leur fusion en une seule grande banque unique publique, contrôlée par la population.

**Pierre Royan**

## Lubrizol : pollueur incontrôlé



**Dans la semaine du 21 octobre, le PDG de l'usine Lubrizol de Rouen doit être entendu par des députés, des sénateurs et même des ministres. Si tous font mine de s'interroger gravement sur les causes de l'incendie, personne parmi tout ce beau monde ne pose le problème de fond du contrôle qu'il faudrait d'autant plus exercer sur ces entreprises dangereuses.**

L'État laisse en réalité les mains libres aux capitalistes de la pétrochimie pour faire un maximum de profits, quitte à mettre en danger la santé des travailleurs et des riverains, voire leur vie. L'incurie des autorités face à la dangerosité des sites pétrochimiques n'est plus à prouver. En témoigne une fois de plus un rapport de la Chambre de commerce et d'industrie de Normandie, daté de 2010 et cité par *Le Monde*, qui pointait l'insuffisance criante des mesures de sécurité, en particulier l'absence de formation chez les sous-traitants qui emploient des milliers de salariés. D'après ce rapport, plus de 90 % des salariés ignoraient les principes généraux de la prévention, les documents recensant les risques liés au site où ils travaillaient, le contenu des fiches de sécurité des produits indiquant leur dangerosité, le maniement des extincteurs, et ainsi de suite. Comme le souligne un inspecteur du travail de Seine-Maritime, « les propres constats du patronat sont encore plus alarmants que ceux des organisations syndicales et de l'inspection du travail ». Mais malgré de nombreuses alertes, y compris auprès du ministère du Travail, rien n'a été fait.

Tandis que députés et sénateurs font semblant d'enquêter, chaque jour apporte son lot de témoignages sur Lubrizol, comme celui d'un pompier en colère interviewé par le journal : « C'est

*la première fois de ma carrière de pompier que je quitte les lieux d'un incendie en les laissant dans un pire état que celui où je les ai trouvés. »* Il n'y avait pas d'eau dans la borne d'incendie la plus proche, en travaux, et celle où les lances ont pu être branchées manquait de pression. Personne ne savait ce qu'il y avait dans les fûts : « il y avait juste un code-barres pour les identifier. Personne sur place ne savait non plus que la toiture était en amiante. »

En l'absence d'engin capable de fabriquer la mousse indispensable pour éteindre un feu d'hydrocarbure, il a fallu attendre plusieurs heures pour en faire venir un d'un autre département. Pas de système non plus pour recharger les bouteilles d'air des appareils respiratoires que, heureusement si l'on peut dire, les pompiers n'ont pas été contraints de porter. Cependant, les jours suivants, plusieurs d'entre eux ont eu des nausées, vomissements, migraines, maux de gorge.

Mardi 22 octobre, l'évacuation de 160 fûts, les plus endommagés, a commencé. En tout, il en reste près de 1400, dont 1000 qui ont partiellement brûlé. Autant dire que la situation reste dangereuse. Et on comprend que travailleurs de l'entreprise, pompiers, riverains déjà victimes de l'incendie, soient toujours inquiets et en colère.

**Pierre Merlet**

## Station d'épuration – Achères : un feu étouffé ?

**La catastrophe de Lubrizol a fait sortir de l'ombre un autre incendie, celui de la station d'épuration d'Achères dans les Yvelines, site également classé Seveso seuil haut, événement récent mais beaucoup moins médiatisé, pour ne pas dire renvoyé à l'oubli.**

Gérée par un établissement public, le Siaap (syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne), cette usine est la première station d'Europe, pour le volume d'eau traité, et occupe des terrains situés sur plusieurs communes.

Le 3 juillet 2019, le feu a détruit une unité de cet établissement où se faisait l'élimination des particules en suspension dans les eaux usées, en particulier des phosphates, en utilisant du chlorure ferrique, une substance toxique et très corrosive. Les pompiers ont mis quatre jours pour venir à bout du sinistre. Le bâtiment a été entièrement détruit, la Seine a été polluée par les eaux usées et fin

juillet on a comptabilisé dix tonnes de poissons morts. Très vite la Direction régionale de l'environnement a annoncé que les risques sanitaires portaient essentiellement sur le milieu aquatique et qu'il n'y avait « aucun risque particulier pour la population. »

En réalité tout est opaque, à la fois les causes et les conséquences d'un événement qui, au fil de témoignages et de déclarations recensés par un journaliste du *Monde diplomatique*, apparaît de moins en moins comme un accident imprévisible.

L'association Robin des bois a révélé qu'il s'agissait du onzième accident depuis avril 2017. Le préfet a mis le Siaap en demeure

à quatre reprises en 2018 pour non-conformité à la législation, en particulier pour manque de contrôle des tuyauteries et soudures. Le syndicat FO de l'usine avait déposé des alertes pour des fuites de gaz ou des départs d'incendie peu avant la catastrophe. Le Siaap fait certes traiter une grande partie des eaux dans d'autres sites mais pas la totalité et la reconstruction d'une unité demandera trois à cinq ans.

Juste après l'incendie, le Siaap et les autorités ont affirmé aux élus locaux et aux habitants inquiets que tout était rentré dans l'ordre. Il a fallu un autre accident industriel pour que celui d'Achères sorte de l'oubli tant la lenteur, le manque de transparence, voire le silence sont souvent les seules réponses des gestionnaires aux interrogations de la population.

**Sylvie Maréchal**

## LVMH au Texas : Arnault, cow-boy de luxe

**Ah, le Texas, ses grands espaces, ses ranchs... et ses vaches françaises. C'est la carte postale à laquelle on a eu droit à propos de l'installation, à côté de Dallas, d'un atelier Louis Vuitton, où un millier de salariés américains vont fabriquer des articles de maroquinerie pour le compte du groupe de luxe français LVMH. Mais, précisent les médias hexagonaux, en n'utilisant que du cuir made in France.**

Pour donner tout son lustre à cette inauguration, Trump avait fait le voyage, en invitant Bernard Arnault, le PDG et actionnaire majoritaire de LVMH et, en quelque sorte, son voisin : si tout le monde a entendu parler de la Trump Tower à New York, Arnault y a aussi son gratte-ciel, la LVMH Tower.

Et il en a les moyens avec ce que lui rapportent les marques de luxe qu'il possède : Dior, Louis Vuitton,

Moët et Chandon, Guerlain, Givenchy, Kenzo, Hennessy, Château-Yquem... À quoi s'ajoutent, entre autres, le quotidien économique *Les Échos*, La Samaritaine, une part du capital de Carrefour.

Le luxe ne connaît pas la crise. Année après année, les profits de LVMH s'envolent dans le sillage de son chiffre d'affaires (+ 52 milliards de dollars en 2018). À tel point qu'Arnault vient d'être sacré deuxième fortune de la planète, derrière Jeff Bezos

mais en doublant Bill Gates, avec 103 milliards de dollars au compteur.

Alors, même pour un Trump, lui-même « petit » milliardaire et à la tête de la première puissance au monde, cela en impose. Quant à Arnault, qui emploie déjà 33 000 salariés en Californie et réalise un quart de son chiffre d'affaires dans le pays le plus riche de tous, il ne lui est certainement pas indifférent de rester dans les bonnes grâces de Trump, pas aussi imprévisible qu'on le dit. La preuve : s'il vient de surtaxer l'importation de fromages français ou d'olives italiennes, il a eu le bon goût de ne pas viser les produits LVMH...

**Pierre Laffitte**



JONATHAN ERNST / REUTERS

## Éducation : toujours plus de précarité

**Les enseignants contractuels ont été licenciés massivement à la rentrée scolaire de septembre, avec pour conséquence l'absence de professeurs pour nombre d'élèves.**

Pour ne prendre qu'un exemple, dans le seul département de Seine-Saint-Denis, 1 640 contractuels avaient reçu une lettre de licenciement durant l'été.

Les contrats prennent souvent fin avant les vacances scolaires, ce qui permet à l'administration d'économiser quelques mois de salaires. Certains ont même vu leur contrat se terminer à la veille des actuelles vacances de la Toussaint. Ils devraient en retrouver un à la rentrée, mais les deux semaines sans salaire sont autant d'économies pour le

ministère. Outre l'absence de paie, cela a une conséquence sur la possibilité de transformer le contrat en un CDI. En effet, pour ce faire, il faut avoir travaillé plusieurs années sans interruption.

Les contrats des auxiliaires de vie scolaires (AVS) et des accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) sont aussi des contrats précaires. Les AESH se voient imposer des temps de travail incomplets et nombre de contrats ne sont pas renouvelés. Comme pour tous les contractuels,



les salaires ne sont pas versés en temps et en heure, et les acomptes sont d'un montant ridicule, sans parler des affectations aberrantes, de l'attente insupportable

des documents administratifs, les services de gestion du personnel étant saturés.

Les agents qui travaillent dans les écoles, en particulier les Atsem, qui accueillent les enfants, secondent les enseignants, assurent le nettoyage, servent les repas à la cantine, sont à 99% des femmes, et 30% d'entre elles sont des contractuelles. Une enquête de la CFDT concernant les agents des écoles de la ville de Besançon, datée d'il y a plus d'un an, soulignait que « quatre agents sur dix n'obtiennent que des temps partiels, ne travaillent donc qu'entre 22% et 50% du temps pour un salaire mensuel situé entre 252 euros et 575 euros. »

Le gouvernement réalise ainsi des économies massives au détriment, en premier lieu des salariés qui en sont victimes, mais aussi de la population. Et cela dans le seul but de pouvoir continuer à financer les très nombreux cadeaux au patronat.

A.R.

Aline Rétesse

## Appel à la grève en Seine-Saint-Denis

L'ensemble des syndicats de l'éducation appellent à une grève le 6 novembre en Seine-Saint-Denis, pour réclamer un plan d'urgence pour toutes les écoles, collèges et lycées du département.

Le suicide de la directrice d'une école de la commune de Pantin, dans la banlieue parisienne, avait suscité une émotion et de la colère pour les enseignants et des parents dans tout le pays, donnant lieu à de nombreux rassemblements. En Seine-Saint-Denis, la mobilisation avait été importante. Un appel à la grève le 3 octobre avait été suivi à 60% et 3 000 personnes

s'étaient retrouvées à Bobigny devant les services du rectorat.

Le mécontentement porte sur les conditions de travail des directeurs et directrices d'écoles, le syndicat réclamant la création de postes d'aides pour la direction des écoles et de temps de décharge supplémentaire. Nombre de directeurs sont en effet chargés d'une classe, en plus de la responsabilité de faire tourner l'école. Mais cela va bien au-delà. Dans ce département populaire où se concentrent les problèmes de chômage, de précarité, de manque de logements décentes, de violences, conséquences de la

progression de la misère, les besoins pour assurer aux jeunes un enseignement dans de bonnes conditions sont énormes. Il faudrait davantage d'enseignants pour encadrer de petits groupes, mais aussi davantage d'infirmières, d'assistantes sociales, de surveillants.

Au lieu de répondre à ces besoins, le gouvernement diminue les moyens en personnel, augmente le recours à des précaires. La colère doit continuer à se faire entendre, la journée de grève du 6 novembre est une occasion de le faire.

## Lycée Paul-Robert – Les Lilas : un mouvement pour l'avenir

**La mort d'un lycéen, poignardé dans une bagarre entre jeunes aux Lilas, en Seine-Saint-Denis, a entraîné le droit de retrait des enseignants du lycée. Après cette troisième mort en une année à proximité de l'établissement, ils ne voulaient pas faire une nouvelle fois « comme si rien ne s'était passé », malgré la pression de la direction pour reprendre les cours.**

Les revendications concernaient les quatre communes voisines (Le Pré-Saint-Gervais, Les Lilas, Romainville et Bagnolet) : des moyens pour assurer l'éducation, la santé et la sécurité de tous. Puisque les bandes de jeunes se battent sur tout ce territoire sur la base de leur appartenance à une commune, pas question de se contenter d'un ou deux

postes en plus pour le lycée seulement.

Les rassemblements avec des parents et enseignants des collèges alentour, lors de réunions avec diverses autorités, n'ont rien donné. La mobilisation s'est alors poursuivie la deuxième semaine avec une manifestation aux Lilas, mercredi 16 octobre. Près de 800 personnes ont scandé : « Les

moyens sont chez Blanquer, tous au ministère », « 9-3 égalité » ou « La sécurité pour éduquer ».

La mobilisation a continué pendant deux jours jusqu'à la venue au lycée du monsieur sécurité du rectorat et d'inspecteurs du ministère pour annoncer des miettes, comme la création d'un poste de médiateur pour... trois établissements ! Les enseignants leur ont signifié l'insuffisance de la réponse et ne se sont pas privés de leur relater les nombreux témoignages des élèves et des habitants exprimant leur inquiétude quotidienne.

Mais le résultat le plus

important de ces deux semaines est ailleurs, dans la fierté d'avoir réagi, de s'être organisés et d'avoir permis à la population d'exprimer son écœurement.

Les assemblées générales quotidiennes ont fonctionné comme un collectif, permettant de convaincre les indécis, de trouver la bonne idée à mettre en œuvre, après des tâtonnements et parfois des accrochages.

Cette riche expérience servira à l'avenir, ce qu'a exprimé l'un des participants en disant : « Nous avons fait le brouillon d'une prochaine mobilisation. »

Correspondant LO

*Sil rouge*

### La pauvreté des uns fait la richesse des autres

L'Insee, l'Institut national de la statistique, un organisme tout ce qu'il y a d'officiel, a calculé que la pauvreté a encore augmenté en 2018, frappant 14,7% de la population. Dans un des pays les plus riches de la planète, il y aurait donc 9,3 millions de pauvres. Cela, selon l'Insee, à cause notamment de la baisse des allocations logement. Derrière les discours prétendument sociaux et les mesures bidon de ceux qui nous gouvernent, voilà le résultat de leur politique. L'autre résultat : les capitalistes qui accaparent l'argent public sont de plus en plus riches.

### Des politiques qui ne tiennent pas la route

On disait que la France avait le réseau routier le plus performant au monde. Cela encore en 2012, selon le classement du Forum économique mondial de Davos. Depuis, le réseau routier français a reculé à la septième place mondiale en 2018 ; et cette année à la dix-huitième. Partout, les États économisent sur les services publics, dont les routes. Mais il faut croire qu'en France, les gouvernements en font encore plus qu'ailleurs... pour avoir toujours plus d'argent à donner aux riches, à ceux qui roulent déjà sur l'or.

### Cela pourrait donner des idées...

Thierry Bolloré, le directeur général de Renault, qui a été débarqué après huit mois à ce poste, pourrait partir avec six millions d'indemnités et de primes diverses. Pas mal ! Et, au même moment, Renault parle de supprimer des emplois.

# Endettement des entreprises : la gangrène ronge l'économie

**Le Fonds monétaire international (FMI) s'alarme, dans un rapport publié le 16 octobre, des niveaux d'endettement des entreprises à l'échelle du monde, concluant qu'ils représentent une bombe supplémentaire dans le panorama d'une économie mondiale en récession.**

« Les entreprises baignent dans un océan de dettes », résumait déjà un chroniqueur du *Monde* en septembre dernier. Au premier trimestre 2019, la dette totale des entreprises à l'échelle mondiale, hors secteur financier, a augmenté de 20 points en vingt ans, pour atteindre 91,4% du PIB mondial. Et de conclure : « En cas de ralentissement marqué de l'activité, dans le plus sombre des scénarios, 40% de la dette des entreprises dans les huit plus grandes économies (...) seraient exposés à un risque de défaut, soit plus que le niveau observé durant la dernière crise financière. » Pour dire les choses clairement, un choc plus que prévisible de l'économie mondiale ouvrirait sur des faillites en cascade.

Les données transmises par le FMI sont contrastées, suivant que l'on parle de la Chine où le

taux d'endettement des entreprises industrielles est estimé à 150% du PIB, des États-Unis où il est annoncé à 75%, ou de la France avec un pic à 143%. Mais en ajoutant la dette des États et des ménages, le tableau est bien celui d'un volcan prêt à exploser.

Depuis la crise financière de 2008, les entreprises profitent du crédit quasi gratuit garanti par les banques centrales et les gouvernements pour emprunter, et elles ne se gênent pas pour le faire, même quand leurs coffres débordent déjà de liquidités. Ainsi, Apple, dont on dit qu'il a 200 milliards de trésorerie, a emprunté 7 milliards début septembre. La même semaine, c'est au total 74 milliards de dollars qui avaient été empruntés entre autres par Coca Cola ou Disney. Les grandes entreprises empruntent pour racheter leurs propres actions et

garantir des dividendes alléchants aux actionnaires; elles empruntent pour mener des opérations de rachats et de fusions. Mais elle n'empruntent pas pour investir dans la production, ou à un niveau infime en comparaison des moyens financiers disponibles.

Pour la constellation des petites et moyennes entreprises, les économistes ont inventé avec cynisme le terme d'entreprises zombies quand leurs comptes sont plombés par les dettes et qu'elles ne doivent leur survie qu'aux taux d'intérêts bas. Comme dans les films d'horreur, la hache finira par s'abattre, la seule incertitude reste où et quand, et c'est valable en fait pour ce château de cartes qu'est devenu le capitalisme aujourd'hui.

Si le FMI, ou des chroniqueurs de la presse économique, sont parfaitement capables de poser les bons diagnostics et de tirer le signal d'alarme, ils sont en revanche impuissants à trouver un quelconque remède. Celui-ci ne pourra venir que d'une révolution sociale.

**Boris Savin**



Les salariés de Conforama Saint-Ouen.

## Conforama : les salariés protestent

Samedi 19 et mardi 22 octobre, de nombreux salariés des différents magasins Conforama ont débrayé pour protester contre les conditions de licenciement de centaines de salariés. Il y a quelques mois, le groupe Steinhoff, propriétaire des magasins, a annoncé la fermeture de 32 Conforama, 10 Maison Dépôt et 1900 suppressions de postes.

Les salariés sont scandalisés des primes de départ

annoncées : 100 euros par année d'ancienneté en complément de la prime de licenciement légale. Quant à ceux qui restent, ils devront travailler plus dur à moins nombreux.

Le groupe Steinhoff veut imposer plus de travail pour les uns et le chômage pour les autres. Les salariés des magasins menacés ou non de fermeture ont manifesté leur opposition.

**I.R.**

## Generali : assurance vie sans garantie

**Les sociétés d'assurances se plaignent que les assurances vie ne leur rapportent plus assez. « Le modèle de sécurité absolue, de la liquidité permanente, de la garantie totale à tout instant du capital [...] est à bout de souffle », a déclaré le PDG de Generali France. Elle est suivie par d'autres compagnies, dont Allianz, qui veulent orienter les nouveaux épargnants à investir vers des placements à risque.**

L'assurance vie reste un des placements les moins mal rémunérés de l'épargne populaire. Près de la moitié des ouvriers et des employés détiennent un contrat d'assurance vie car, outre la sécurité de récupérer au moins l'argent placé et les avantages fiscaux lors de la transmission aux héritiers, les intérêts, bien qu'en baisse ces dernières années, étaient encore supérieurs à ceux des différents livrets d'épargne.

Or, c'est à la sécurité de ce placement que les assureurs veulent s'en prendre car, à les entendre, la conjoncture actuelle mettrait en péril leur équilibre financier. Les deux tiers des fonds récoltés au titre de l'assurance vie reposent sur des supports adossés à l'euro, et avec les taux d'intérêt négatifs actuels, Generali pleure misère. Pourtant, étant l'un des principaux groupes mondiaux d'assurances, présent

dans cinquante pays et employant 7100 salariés, avec un chiffre d'affaires de 67 milliards d'euros pour 2018, il semble loin du dépôt de bilan. Mais comme il n'est pas question pour ces requins de l'assurance ou des banques de perdre un centime en spéculant sur l'argent que les particuliers leur prêtent, Generali va donc proposer à ses clients d'investir dans des assurances vie reposant sur des unités de compte, c'est-à-dire sur des placements en actions qui comprennent bien évidemment une part de risque pour l'épargnant.

Dans ce jeu de dupes, les petits épargnants pourraient perdre les économies de toute une vie de travail en placements risqués. Mais pour les assureurs comme pour tous les financiers, tant qu'eux récupèrent de l'argent, ce n'est pas leur problème.

**Marianne Lamiral**



Siège d'Apple en Californie.

## CICE : l'arnaque

**La CGT du Carrefour du Merlan à Marseille a assigné Carrefour Hypermarché en justice pour détournement de plusieurs centaines de millions d'euros perçus au titre du CICE entre 2013 et 2018, tout en ayant supprimé plus de 1 700 emplois, dont 26 sur l'hypermarché du Merlan.**

Cette aide, si mal nommée crédit impôt compétitivité emploi, a manifestement servi à arroser les actionnaires. À l'échelle du groupe, le CICE s'est élevé, d'après la CGT, à 755 millions et si l'on rajoute les autres aides, comme les exonérations de cotisations sociales patronales, le montant atteint les deux milliards. Les dividendes

versés aux actionnaires, eux, ont bien progressé malgré les difficultés invoquées pour justifier les suppressions de postes. Ils ont enrichi entre autres les quatre principaux actionnaires, dont les familles Moulin et Arnault.

Lors du procès, qui a eu lieu jeudi dernier, l'avocat de la direction a expliqué que, grâce au CICE,

Carrefour aurait renouvelé les tenues de travail à hauteur de 10 millions d'euros. Soit une dépense de 200 euros par tenue, à croire que les salariés portent des tee shirts de luxe. La direction a donc eu bien du mal à justifier l'usage de ces millions!

3000 licenciements sont encore prévus en particulier dans les hypermarchés. Pour les salariés de celui de Merlan, une victoire dans ce procès serait un encouragement dans leur lutte contre les suppressions de postes et les licenciements en cours.

**Inès Rabah**

## Algérie : le mouvement populaire défie le chef de l'armée

En Algérie, le mouvement populaire, né il y a huit mois contre le cinquième mandat de Bouteflika, et qui s'est transformé en une révolte contre tout le système, ne semble pas près de s'éteindre.

Les manifestants, toujours nombreux et déterminés, rejettent l'élection présidentielle du 12 décembre, organisée par un gouvernement qu'ils considèrent comme illégitime. Ils rejettent également deux nouvelles lois, la loi de finance et surtout celle sur les hydrocarbures, destinée à ouvrir le secteur aux multinationales étrangères. La population n'accepte pas qu'elles fassent main basse sur les richesses minières et pétrolières du pays. Ils exigent aussi la libération de tous les détenus arrêtés pour leur participation au mouvement.

Gaïd Salah, le chef d'état-major qui est à la manœuvre depuis le départ de Bouteflika, n'a pour l'instant pas fait le choix de recourir à une répression frontale à l'image de la répression au Soudan. Pour autant, il essaie par tous les moyens de dissuader les manifestants. Pour limiter l'ampleur des manifestations à Alger le vendredi, il a bloqué les accès à la capitale par des barrages de gendarmes, alors que la circulation des trains, trams et métros est suspendue ce jour-là. Il fait

procéder à des arrestations arbitraires de manifestants, et d'autres, plus ciblées, de militants et de journalistes. Les radios et télévisions publiques, qui ne doivent pas couvrir le « Hirak » (le mouvement), sont censurées. Certains contenus de sites Internet, comme celui de TSA, ne sont plus accessibles en Algérie. De plus, Gaïd Salah insulte le mouvement populaire, affirmant sur les ondes que c'est l'argent sale qui fait gonfler les rangs des manifestants, ainsi que la « main de l'étranger »!

Jeudi 17 octobre à 21 heures, dans de nombreuses villes, la population a massivement manifesté sa solidarité aux détenus par des bruits de casseroles et des concerts de klaxon. Les menaces, les arrestations et la campagne de dénigrement sont pour l'instant sans effet.

Les dernières manifestations des vendredis 11 et 18 octobre ont été une démonstration de force. La jeunesse des quartiers populaires, la jeunesse étudiante, de nombreuses familles, des retraités, des travailleurs ont répondu de manière pacifique à Gaïd Salah. « Dégage,



Mostaganem, le 18 octobre.

Gaïd Salah! ». « Où es-tu, Gaïd Salah? Cette année, il n'y aura pas de vote! », « L'Algérie n'est pas à vendre! », ont scandé les manifestants. Dimanche 13 octobre, répondant à un appel sur les réseaux sociaux, des milliers de personnes se sont rassemblées devant l'Assemblée nationale populaire, forçant les barrages de police pour dénoncer le vote de la loi sur les hydrocarbures au contenu pour l'instant opaque.

Dans tout le pays, des émeutes, sit-in, manifestations se multiplient pour l'accès au logement, pour un environnement plus salubre ou pour l'emploi. Ainsi, les jeunes recrutés dans le cadre du pré-emploi demandent leur « permanisation » et ont manifesté devant la préfecture de Constantine et d'autres villes. Ces travailleurs diplômés sont payés en dessous du salaire

minimum, un ingénieur est payé 15000 dinars (75 euros), pas de quoi vivre et encore moins nourrir une famille.

Avec l'inflation et le chômage qui se développe, la vie est de plus en plus difficile. L'annonce de nouvelles taxes destinées à réduire le déficit budgétaire ne passe pas. À l'augmentation de la TVA s'ajoutent des taxes sur le tabac, les produits électroménagers et l'instauration d'une vignette automobile. Celle sur les produits importés, qui concerne une grande partie des produits consommés, rendra ceux-ci inaccessibles.

À la veille du dépôt des candidatures pour l'élection présidentielle, les raisons de la colère sont de plus en plus nombreuses. Les partis dits d'opposition, les islamistes et les partis des Forces de l'alternative démocratique ont renoncé à se présenter.

Les quelques candidats sont tous des anciens ministres, tel que Ali Benflis qui fut Premier ministre de Bouteflika. On ignore si cette élection se tiendra comme le souhaite Gaïd Salah, mais elle ne peut pas être une issue pour tous ceux qui aspirent à un changement radical du système.

Les appels à manifester le 1<sup>er</sup> novembre, jour anniversaire du déclenchement de la guerre d'indépendance du pays, se multiplient. Des millions d'Algériens se préparent à descendre dans la rue pour réclamer la fin du système et une « seconde indépendance ».

Changer de système, en finir avec l'oppression sociale et politique, vivre dignement ne sera possible qu'en renversant un État au service des intérêts de la bourgeoisie algérienne et des grands groupes impérialistes.

Leïla Wahda

## Liban : révolte contre le système politique



Nabatiyeh, dans le sud du Liban, le 20 octobre.

Jeudi 17 octobre au Liban, des manifestations ont de nouveau éclaté, cette fois après l'annonce du gouvernement d'une taxe sur les appels effectués via les applications de messagerie Internet. Cette mesure a été aussitôt annulée sous la pression populaire, mais les manifestations et les protestations se sont poursuivies à travers le pays.

Les manifestants réclament le départ de tous les dirigeants politiques. Ils expriment leur colère contre les

fréquentes coupures d'eau et d'électricité, le chômage croissant et enfin l'inflation qui pèse de plus en plus sur

les ménages, qui ne peuvent plus ni se soigner ni même, pour certains, se nourrir comme il le faudrait.

Le gouvernement actuel a été formé en début d'année après de longues tractations entre Saad Hariri, allié des États-Unis et de l'Arabie saoudite, et le Hezbollah, allié de l'Iran. Composé de représentants des différents partis confessionnels, il a entrepris ces derniers mois une série de réformes visant à faire supporter à la population la réduction de la dette publique qui culmine à plus de 86 milliards de dollars, soit plus de 150 % du PIB. Ces mesures d'austérité ont été décidées suite à la conférence Cedre qui a eu lieu à Paris en avril 2018, sous la bénédiction de la France, en contrepartie d'un prêt de 11 milliards de dollars et de dons consentis à l'État libanais afin d'éviter sa faillite.

Il est notable que la colère des protestataires s'est exprimée avant tout contre les représentants de leurs propres confessions qu'ils accusent de piller le pays. « Tous, cela veut dire tous » répètent les manifestants, qui se sont attaqués aux permanences des députés de leurs villes. Ils ont expulsé des rassemblements ceux qui s'y étaient invités pour tenter de redorer leur blason, mais qui ont fini par montrer leur vrai visage en ordonnant à leurs gardes du corps de tirer sur les manifestants. Des milices liées à certains partis ont également attaqué les manifestations avec la complicité des forces de sécurité, qui les ont laissé faire.

Devant la montée de la protestation, le Premier ministre Saad Hariri a annoncé lundi 21 octobre le retrait de toutes les taxes dirigées contre les classes populaires

dans le budget de l'année 2020. Le chef du Hezbollah l'a soutenu en exprimant sa crainte du « danger d'une explosion populaire ». Ces mesures, insuffisantes, sont loin de calmer la colère des manifestants. Conscients de la force d'une mobilisation qui a su dépasser les clivages confessionnels, ils sont déterminés à faire tomber le gouvernement.

Le système politique libanais organise le partage du pouvoir entre les clans qui dirigent les différentes communautés confessionnelles et accumulent des fortunes aux dépens du reste de la population. En mettant en cause le gouvernement et le système politique confessionnel, les manifestants mettent en accusation ces classes dirigeantes qui s'enrichissent à leurs dépens.

Marwan Karim



## Catalogne : colère, répression et calculs électoraux

En Catalogne, après quatre mois de procès contre douze dirigeants politiques accusés d'avoir organisé un référendum réclamant l'indépendance le 1<sup>er</sup> octobre 2017, le verdict est tombé : de neuf à treize ans de prison pour neuf d'entre eux et dix mois pour les autres.

Immédiatement, à l'appel d'une plateforme appelée « tsunami démocratique », soutenue par les Comités de défense de la république (CDR) qui avaient été créés pour organiser le référendum de 2017, ainsi qu'à l'appel de toutes les associations et partis indépendantistes, des milliers de personnes ont manifesté leur colère : des routes et des voies ferrées ont été coupées, l'aéroport de Barcelone bloqué. Le vendredi 18 octobre un appel a été lancé pour organiser un « paro de pais » visant à paralyser la Catalogne, dont le moment fort a été une manifestation centrale à Barcelone qui a regroupé 500 000 personnes.

La répression de cette manifestation a été brutale : 600 blessés, plus de 100 interpellations, 28 emprisonnés.

En pleine campagne pour les législatives, prévues le 10 novembre, les manifestations et les incidents de Catalogne ont marqué toute l'Espagne.

Depuis des mois, on savait que la sentence allait déclencher automatiquement des réactions, et le chef du gouvernement, le socialiste Pedro Sanchez, avait choisi d'utiliser la question catalane pour renforcer sa position au Parlement, afin de disposer des moyens de former un gouvernement stable.

Dans cette optique, Pedro Sanchez choisit donc de ne pas retenir le chef d'accusation de rébellion, que demandait la droite, mais de ne retenir que la sédition, qui est assortie de peines moins lourdes.

Sanchez, en jouant sur les deux faces, mobilisation et répression, voulait montrer qu'il était capable de gérer ce conflit avec autorité mais de façon « démocratique », contrairement à la droite qui réclame une répression plus dure et en opposition à Vox, le parti d'extrême droite qui, lui, réclame l'état d'exception en Catalogne.



Barcelone, le 18 octobre.

Du côté des indépendantistes, la situation est complexe, et cela de longue date. Deux partis de la bourgeoisie catalane sont en compétition pour obtenir la majorité, au Parlement catalan, le PDeCAT et Esquerra Republicana. Le président de la Generalitat, (le Parlement catalan) Quim Torra, indépendantiste et membre du PDeCAT, utilise les mobilisations actuelles, ce qui ne l'empêche pas d'envoyer les mossos d'esquadra (la police catalane) cogner sur les manifestants. Les dirigeants du PDeCAT, qui brandissent le drapeau de l'indépendance, sont connus dans toute la Catalogne pour avoir, en 2010, pratiqué les pires coupes budgétaires dans les services publics et pour avoir mené une politique

antiouvrière. Ils sont aussi connus pour avoir trempé dans de sombres affaires de corruption. Leur prise de position indépendantiste leur a servi à faire diversion sur leur politique passée et à dévier la colère légitime de la population catalane.

Ils savent que, au bout du compte, cela se terminera par des négociations. Torra a d'ailleurs déjà demandé à négocier, mais Sanchez lui a répondu qu'il attendait plus de fermeté de sa part contre « les violents ». Manière de dire qu'on verrait après les élections. D'un côté comme de l'autre, on manœuvre. Mais en attendant la répression se poursuit, les vidéos se multiplient illustrant la violence policière.

En Catalogne comme dans les autres régions, les classes

populaires, les travailleurs n'ont rien à attendre de ces jeux entre politiciens. En Catalogne, la crise est là, comme ailleurs, et la colère gronde, mais elle est déviée par les manœuvres de deux nationalismes qui s'affrontent.

Le « processus catalan » des indépendantistes n'est en rien une ouverture vers une « société catalane plus progressiste ». Au contraire. Ce qui est urgent en Catalogne, comme ailleurs, c'est un programme qui permettrait d'organiser les travailleurs en renouant avec les objectifs de lutte de classe, rassemblant dans une même perspectives les travailleurs d'Espagne, de la péninsule ibérique, en liaison avec tous les travailleurs du monde.

**Jacques Muller**

## Burkina Faso : régime corrompu et terreur djihadiste

La population burkinabé vit une situation qui ne cesse de se dégrader. C'est un des résultats dramatiques de l'intervention militaire française débutée au Mali voisin en janvier 2013 et qui, loin de mettre fin au terrorisme, l'a au contraire disséminé dans toute la région.

Un tiers du pays échappe aujourd'hui à tout contrôle, notamment dans les zones frontalières du Mali et du Niger. Près de 500 000 personnes ont été obligées de fuir dans des régions plus sûres à l'intérieur du pays. Elles se sont réfugiées dans des familles voulant bien les accueillir ou sur des terrains de transit. La moitié sont arrivées ces trois derniers mois, car la situation s'aggrave de jour en jour. 2 000 écoles au moins ont été fermées, les rares centres de santé dévastés, et l'armée elle-même n'est pas épargnée. Le 19 août, la caserne de Koutougou avait été attaquée et 28 soldats tués. Les gradés, eux, avaient quitté les lieux un peu auparavant.

Comme au Mali voisin, la déliquescence de l'État burkinabé jette une partie des jeunes dans les bras des

groupes djihadistes. Il y a cinq ans le dictateur Blaise Compaoré avait dû quitter le pouvoir et s'enfuir sous la pression de la population, mobilisée dans la rue contre la corruption de son régime. Mais depuis, et alors que l'actuel président Marc Roch Christian Kaboré avait promis une tolérance zéro contre la corruption, celle-ci est partout présente. Il ne se passe pas de jour sans que la presse révèle des cas de malversation, de fraude ou de racket. Cela n'empêche pas leurs auteurs de jouir de la plus totale impunité de la part d'un appareil d'État composé pour une bonne part de personnes recyclées de l'ancien régime. L'armée elle-même en est victime, et se retrouve moins bien équipée que les djihadistes. Les sommes toujours en hausse affectées au budget de la défense se perdent

dans les hautes sphères de l'état-major, leur destination étant couverte par le secret défense.

Les villageois sont pris dans ce réseau de prédateurs et de malversations. Les groupes armés djihadistes terrorisent la population, mais l'armée burkinabé n'est pas moins crainte. Non seulement elle est bien incapable de protéger les habitants, mais les soldats débarquent dans des familles sous prétexte que l'un de ses membres a rejoint les groupes armés, tuant, pillant

et s'en prenant parfois au village tout entier. Et, comme au Mali voisin, le gouvernement n'hésite pas à instrumentaliser les divisions ethniques, les milices mossies attaquant les Peuls accusés en bloc d'être des djihadistes.

Le gouvernement français envisage maintenant une intervention militaire plus importante, celle de l'opération Barkhane, au Burkina-Faso. Son souci n'est pas tant la situation dramatique de la population que le risque que, avec l'État burkinabé, ne

s'effondre une barrière empêchant les djihadistes de pénétrer massivement dans un pays comme la Côte d'Ivoire, autrement plus important pour les intérêts de l'impérialisme français. Mais, comme au Mali, l'intervention militaire française est bien impuissante à enrayer cette menace. En soutenant des régimes corrompus, elle sert au contraire de carburant au développement des groupes armés djihadistes.

**Daniel Mescla**



Des personnes déplacées à Dori, au Sahel.

## Chili : explosion de colère

Une augmentation du prix du ticket de métro de Santiago a provoqué une révolte populaire dans tout le pays. Le président Sebastian Piñera a reculé. Il a annoncé, le 23 octobre, des mesures en faveur des plus pauvres, dont l'augmentation de 20 % du minimum retraite et le gel des tarifs de l'électricité.

Quand, pour la seconde fois cette année, Piñera a annoncé une augmentation du prix du ticket de métro de 800 à 830 pesos, la jeunesse des lycées et des facultés de Santiago s'est mobilisée. Le 7 octobre, elle a envahi les stations de métro, sautant par-dessus les tourniquets et bloquant la circulation des trains.

Or, dans cette capitale complètement saturée, le métro est utilisé chaque jour par trois millions d'usagers. Le coût du transport peut représenter 20 % du salaire ouvrier et près de 40 % de la pension de bien

des retraités. Aussi la mobilisation des jeunes a tout de suite été populaire.

Et quand le gouvernement a envoyé la police dans le métro contre les jeunes, la colère a explosé. Le 18 octobre, une quarantaine de stations de métro ont été incendiées, ce qui a entraîné la fermeture de tout le réseau et un chaos général dans la capitale. Le soir même, le président Piñera instaurait l'état d'urgence, en application d'une loi sécuritaire datant de la dictature militaire de Pinochet (1973-1990). Le général Javier Iturriaga del Campo



« Regarde de qui tu te moques, # Chili, réveille-toi ».

a déployé dix mille soldats dans la capitale.

Piñera pensait que les dégradations retourneraient l'opinion et que l'envoi de l'armée démobiliserait les manifestants. Il a obtenu le résultat inverse. Le déploiement des soldats dans les rues a réveillé le cauchemar de la dictature militaire. Des milliers de personnes sont descendues dans les rues de Santiago, faisant retentir des casseroles, des concerts de casseroles, aux cris de « Dehors, les militaires! »

Des manifestants brandissaient des photos de disparus de la dictature et saluaient le courage des jeunes qui avait effacé leurs propres peurs.

Les affrontements se sont multipliés, d'autres stations ont été incendiées, des bus brûlés, des entreprises privées envahies, comme l'immeuble de la société d'électricité Enel, succursale de Banco Chile, des supermarchés pillés, notamment ceux de l'enseigne nord-américaine Walmart.

La contestation s'est étendue aux communes autour de la capitale, puis à tout le pays.

Le samedi 19 octobre, Piñera, contraint de reculer, a annoncé l'annulation de la

hausse du ticket de métro.

En même temps, le général Iturriaga annonçait un couvre-feu à partir de 22 heures.

Mais cette nouvelle provocation a rempli à nouveau les rues de manifestants : à Santiago, à Valparaiso, à Concepción, à Antofagasta et dans bien d'autres villes, où les incendies de bâtiments publics se sont multipliés.

Le couvre-feu a été étendu à de nombreuses villes, sans faire baisser la mobilisation.

Le 20 octobre, Piñera déclarait à la télé : « Nous sommes en guerre, contre un ennemi puissant, implacable, qui ne respecte rien ni personne. » Sept manifestants étaient morts et 1500 arrêtés mais, pour le président, les manifestants étaient de « véritables criminels ».

Le 21, la Confédération étudiante, le syndicat des mineurs de la plus grande mine de cuivre du pays, La Escondida, et le syndicat des dockers de Valparaiso appelaient à la grève générale. Du coup, la Centrale unitaire des travailleurs, la CUT, et diverses fédérations syndicales se sont réveillées. Muettes jusqu'alors, elles ont dénoncé l'état d'urgence et appelé à la grève pour le 23.

Il y a quelques semaines, le président Piñera avait vanté le Chili comme une oasis dans une Amérique latine en ébullition.

Son intransigeance a fait exploser toutes les colères. Un « papillon », un tract de la taille d'une paume de main, qui circule ces jours-ci, titre : « Ce n'est pas seulement le métro mais la dignité de toute une société », dénonce tout ce qui ne passe plus dans un Chili très inégalitaire : « La santé, l'éducation, le logement, les prix de l'électricité et de l'essence, le salaire des parlementaires, les détournements d'argent des militaires et l'impunité du patronat. »

La privatisation générale de l'économie, démarrée sous Pinochet, y compris le système de santé, l'éducation et les retraites, avec pour conséquences des soins très peu remboursés, des études supérieures où on s'endette pour des dizaines d'années et des pensions de misère et un salaire minimum 32 fois inférieur à celui d'un parlementaire : c'est tout cela qui vient d'exploser.

Les piteuses excuses de Piñera, présentées le 23 octobre, ne suffiront sans doute pas à satisfaire la population.

**Antoine Ferrer**

## Un pays parmi les plus inégalitaires du monde

Selon un rapport de 2015 de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Chili est le pays le plus inégalitaire parmi les 34 nations les plus riches de la planète. L'économie chilienne est une de celles qui ont le plus progressé en Amérique latine depuis les années 1980. Mais cette richesse est accaparée par la bourgeoisie. En 2014, les cinq familles les plus riches du pays, dont la plupart des membres préfèrent vivre

en Californie, se partageaient 16 % du PIB, parmi lesquelles la famille Piñera, celle du président chilien dont la fortune personnelle est évaluée à plus de deux milliards d'euros. C'est ainsi que 180 000 Chiliens, les plus riches, disposent de plus du quart de la richesse nationale tandis qu'à l'autre bout neuf millions, la moitié de la population, n'ont que deux malheureux pour cent à se partager!

J.F.

## Mexique : narcotrafic et déliquescence de l'État

**Vendredi 18 octobre, la police mexicaine avait arrêté le fils d'un trafiquant de drogue mais, cernée par les hommes de main du cartel, elle a dû le relâcher. Une pierre dans le jardin du président mexicain, Andres Manuel Lopez Obrador, un politicien de centre gauche qui s'est fait élire en 2018 en prétendant diminuer la criminalité qui ronge le pays.**

Ovidio Guzman Lopez est le fils de Joaquín Guzman, surnommé « El Chapo », principal chef du cartel de Sinaloa, qui purge une peine de prison à perpétuité aux États-Unis. Le cartel de Sinaloa est le plus puissant des sept ou huit cartels qui font prospérer le commerce de la drogue du Mexique vers les États-Unis.

Ovidio Guzman, qui a pris la relève de son père, a été arrêté par une trentaine de policiers à Culiacán. Mais ceux-ci se sont rapidement retrouvés encerclés sous le

tir nourri des hommes de main du cartel faisant sept morts. Pour s'en sortir, les policiers ont relâché le mafieux. Devant les médias, un ministre a dû admettre que l'opération avait été un fiasco. Il est difficile en effet d'arrêter ce truand au cœur de son fief.

Les cartels disposent de gros moyens financiers. Ils pèsent donc lourd sur l'économie, la politique et la vie quotidienne du Mexique, où la corruption et la criminalité règnent sur toute la société. Longtemps

l'armée a mené l'offensive, du moins officiellement, contre eux. De l'avis de plusieurs ONG, cela a plutôt envenimé les choses, laissant sur le carreau 250 000 personnes tuées par les uns ou les autres pendant une douzaine d'années ; avec plus de 33 000 personnes assassinées, 2018, l'année de l'élection de Lopez Obrador, a même été une année record.

L'actuel président mexicain tente d'écartier l'armée et de restaurer l'autorité de la police. Mais cet épisode montre à quel point les résultats sont peu probants, ce que n'ont pas manqué de lui reprocher ses opposants du PRI ou du PAN, deux partis qui n'ont pas fait mieux au gouvernement et encore, quand ils n'étaient pas

complices des cartels.

En matière de répression policière, le président mexicain a, pour le moment, mieux réussi comme supplétif de Trump dans la chasse aux immigrés qui tentent

de passer d'Amérique latine vers les États-Unis. Sur ce terrain-là, la police mexicaine se montre malheureusement plus efficace que contre les gangs.

**Jacques Fontenoy**



En 2011, marche contre les narcos et l'armée.

## Total – Feyzin : grève pour les emplois

Depuis lundi 2 octobre, les 80 salariés de PC2, un secteur de la raffinerie Total de Feyzin, dans le Rhône, sont en grève suite à l'annonce du projet de démantèlement d'une installation, avec la suppression de sept postes de travail.

Pour tous, supprimer des postes de travail, alors qu'il manque du monde dans d'autres secteurs de la raffinerie, et transférer une partie des tâches d'opérateurs sur d'autres, est une aberration. Depuis des mois, ce sont des rappels de congés, d'autres refusés par manque d'effectifs, des repos conventionnels annulés, des quarts de parfois douze heures au lieu de huit et des heures supplémentaires, soit en tout l'équivalent de 145 jours anormalement travaillés depuis le début de l'année.

Accepter de voir partir une installation

vieillissante, ce devrait être l'occasion d'alléger, de répartir la charge de travail sans supprimer des postes et de moins perturber la vie de famille, surtout quand on travaille en continu.

Le 18 octobre, la direction a proposé avec cynisme de « sauver » un poste, mais en journée seulement, ce que tout le monde a refusé.

Le groupe Total n'est pourtant pas sur la paille, avec plus de 13 milliards de bénéfices en 2018. Et il a encaissé plus de 100 millions d'euros au titre du crédit d'impôt recherche et du CICE. Alors comment accepter de nouveau des

suppressions de postes, alors qu'il y a tant de chômeurs dans la rue !

Les rassemblements réguliers des grévistes sont l'occasion de prendre des décisions autour d'un barbecue, sauf quand il pleut trop fort, et de s'organiser. Des visites de militants d'autres entreprises de la chimie, avec parfois quelques gilets jaunes, sont toujours bien accueillies, et sur le site, la solidarité financière des travailleurs d'autres secteurs est assurée.

Si la direction ne revient pas sur sa décision, le mouvement gréviste risque fort de s'étendre, car la solidarité n'est pas un vain mot parmi les travailleurs de la raffinerie qui ont des traditions de lutte collective.

Correspondant LO



## Punch Powerglide – Strasbourg : 50 licenciements de plus

La direction de Punch, ex-GM de Strasbourg, dans une réunion extraordinaire du CSE, le 9 octobre, a annoncé que, la situation économique étant défavorable au marché de l'automobile en Europe et dans le monde, elle allait devoir « réorganiser » la production en supprimant 50 postes pour « sauvegarder sa compétitivité ».

Ces annonces sont enveloppées dans un long bulletin d'information au personnel dans lequel la direction évoque le Brexit, la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis, les contraintes environnementales, etc.

Punch Powerglide fabrique des transmissions automatiques depuis 2013.

L'entreprise est tributaire de son commanditaire ZF qui fabrique les boîtes de vitesses pour les grosses cylindrées allemandes, BMW en particulier. Or ZF diminue ses commandes de 100 000 unités pour les années 2020 et 2021. ZF a d'ailleurs annoncé aussi un millier de licenciements dans son usine de Sarrebruck.

Cette annonce vient après deux plans successifs de départs volontaires, dont le dernier n'a rencontré qu'un maigre succès puisque, pour 87 personnes encouragées à partir, un peu plus d'une trentaine seulement l'ont fait.

La suppression de 50 postes est présentée

aux travailleurs comme un moindre mal puisque ce seraient « seulement » les indirects qui seraient touchés. Ce verbiage sur les directs et indirects sert avant tout à faire croire aux travailleurs qu'ils ne jouent pas dans les mêmes catégories et à entretenir la méfiance entre eux.

Ce plan de suppression d'emplois n'empêche pas la direction d'imposer des heures supplémentaires, des samedis travaillés obligatoires et de prévoir de faire travailler les jours fériés des 1<sup>er</sup> et 11 novembre. Et l'entreprise a dégagé 40 millions de profits ces deux dernières années...

Correspondant LO



## Groupe hospitalier Mulhouse : pénurie catastrophique

Comme dans de nombreux hôpitaux, le personnel des Urgences de Mulhouse est en grève depuis des mois pour obtenir des agents supplémentaires. Et, depuis cet été, le service est confronté à une hémorragie massive de médecins urgentistes.

Ces derniers, habituellement 34, étaient 24 au mois de juin, et puis durant l'été plus des deux tiers ont démissionné, épuisés par les conditions de travail. Depuis, seuls sept titulaires sont en poste.

La situation est telle que la direction n'exclut pas de fermer temporairement les Urgences, ce qui serait une catastrophe sanitaire pour la population, 270 000 habitants pour l'agglomération de Mulhouse, 450 000 pour tout le sud du département, qui dépend aussi de cet hôpital. Avec en moyenne 55 000 passages aux Urgences par an, c'est l'un des plus importants centres hospitaliers non universitaires de France,

Pour couronner le tout, l'ensemble des 17 internes du service se sont mis en arrêt maladie début octobre pour burn-out. Normalement, les décisions graves devraient être prises par un médecin expérimenté. Ce n'est plus possible parce qu'il n'y en a plus assez, et les internes, qui sont des jeunes encore en formation en médecine, se retrouvent dans des situations impossibles, d'où leur arrêt maladie collectif. Du coup, leur syndicat demande qu'aucun interne ne soit affecté aux Urgences de Mulhouse au prochain semestre. Mais, sans eux, le service est mort.

Un nouveau chef des Urgences vient d'être recruté mais, tout seul, il ne pourra pas faire grand-chose : il faut aussi du personnel soignant et des médecins. Or, dans ce domaine, c'est du rafistolage. Des hospitaliers viennent aider depuis

Colmar ou Strasbourg, et la direction demande l'aide d'autres services de l'hôpital et fait appel à des médecins généralistes, parfois à la retraite, et à des intérimaires. Mais, étant donné la pénurie qui règne partout, c'est déshabiller Pierre pour habiller Paul, et le personnel venu en renfort ne pourra tenir le coup longtemps. D'autre part, nombre de médecins qui viennent aider ne connaissent pas les Urgences, ce qui donne plus de travail aux infirmières.

Parmi ces « coups de main », certains sont plus intéressés que d'autres... Ainsi, Jean Rottner, qui fut chef des Urgences avant de devenir maire de Mulhouse, UMP puis LR, puis président de la région Grand-Est, a annoncé qu'il reviendrait en vacation pendant plusieurs semaines. À six mois des élections municipales, c'est un petit coup de communication pour celui qui est à la fois premier adjoint à la mairie et président du conseil de surveillance de l'hôpital et, à ce titre, coresponsable de sa situation catastrophique.

Partout dans l'hôpital, de manière à peine moins aiguë qu'aux Urgences, c'est le même cercle vicieux : la pénurie de soignants et de médecins les pousse tous aux limites de leurs forces ; les démissions s'enchaînent en cascade. Au point que, dans les discussions, certains commencent à dire que cet effondrement est fabriqué. C'est en fait l'ensemble du système hospitalier qui est menacé d'effondrement.

Correspondant LO

# SNCF : après l'accident des Ardennes, une démonstration de force des cheminots

« Si certains des membres du gouvernement pensaient avoir remporté une victoire décisive l'an passé après plusieurs mois de grève (à la SNCF), en imposant la fin du statut pour les nouveaux embauchés, ils doivent déchanter aujourd'hui. » C'est le constat amer qu'a fait le journal *Les Échos* après la mobilisation massive des cheminots, à la suite de l'accident ferroviaire survenu dans les Ardennes mercredi 16 octobre.

Le mouvement de droit de retrait s'est en effet spontanément propagé chez les conducteurs et contrôleurs de la région, le soir-même de l'accident. Plus aucun train ne circulait le jeudi 17 au matin entre Reims, Épernay et Charleville. Puis il s'est répandu comme une traînée de poudre à l'échelle du pays, chez les conducteurs et les contrôleurs dans les heures qui ont suivi.

Vendredi, le trafic était très faible sur les lignes RER d'Île-de-France. En Occitanie, le trafic TER était

nul et quasi inexistant dans de nombreuses régions. Seulement un train Intercités sur deux circulait. Le trafic TGV était aussi touché sur le sud-est et l'axe Atlantique. Tous les Ouigo étaient annulés samedi et partiellement le dimanche. Mardi, le mouvement continuait encore dans le Grand-Est et les Pays de Loire.

L'extension du mouvement a été largement spontanée, même si les syndicats, dont le plus influent à la SNCF, la CGT, ont choisi de le rallier et de le soutenir. Dans plusieurs endroits,



LE COURNIER PICARD

la présence de militants à la prise de service a aussi compté face aux pressions et menaces de l'encadrement, aux mises en demeure.

L'émotion et la colère dominaient devant ce nouvel accident survenu sur un de ces passages à niveau, dont la suppression est toujours remise aux calendes grecques. Mais surtout, chaque cheminot pouvait s'identifier au conducteur, rescapé miraculeux de la collision, et obligé, pour éviter le suraccident et la catastrophe, de surmonter ensuite à lui seul toutes les défaillances de la SNCF en matière de sécurité.

Car les cheminots de tous les services vivent au quotidien les suppressions insupportables d'effectifs, la recherche effrénée des gains de productivité au mépris de la santé et de la sécurité des cheminots et de celle des circulations.

Avant même la démonstration de force qu'a constituée ce droit de retrait collectif, de nombreux conflits locaux avaient éclaté dans la période récente à la SNCF, sur des questions de roulements, de conditions de travail. Ils ne sont que la traduction d'une même résistance à une même politique nationale. Eh oui, la réforme ferroviaire a bien

été adoptée par les députés en 2018, mais c'est une autre affaire que de la faire passer dans la réalité!

Le sentiment qui dominait partout était la surprise et la fierté d'avoir su réagir à l'unisson et d'avoir relevé la tête.

Après le succès spectaculaire de la grève du 13 septembre à la RATP, cette nouvelle secousse est-elle annonciatrice d'un mouvement plus large? C'est en tout cas l'inquiétude du gouvernement à l'approche du 5 décembre. L'intérêt des travailleurs est bien de faire en sorte que cette crainte soit fondée!

**Christian Bernac**

## Champagne-Ardenne

**Mercredi 16 octobre, en milieu d'après-midi, un TER avec 70 personnes à bord est entré en collision avec un transport exceptionnel agricole présent sur le passage à niveau de Saint-Pierre-sur-Vence.**

Sur un tronçon à 140 km/h, le conducteur n'a pu voir le convoi qu'au dernier moment et le freinage d'urgence n'a pu éviter le choc et le déraillement. Le conducteur a subi des lésions et est aujourd'hui en arrêt. Il a dû casser une vitre pour sortir de la cabine et ne pouvait prévenir les passagers car la radio était inopérante. De même, le système d'alerte lumineuse était inutilisable.

Faute d'un second cheminot à bord, en raison de la suppression des contrôleurs dans les TER, mise en œuvre par la SNCF sous le nom d'EAS (équipement à agent seul), le conducteur s'est retrouvé seul à gérer l'accident.

Le risque imminent était le suraccident, causé par un train venant dans l'autre sens. Avec courage et sang-froid, le conducteur a parcouru plus d'un kilomètre, utilisant torches et pétards. Et fort heureusement, les caténaires ayant été arrachées dans l'accident, l'alimentation électrique était coupée. Le train croiseur qui arrivait ne s'est arrêté qu'à 3000 mètres du lieu de l'accident. La catastrophe a été évitée de justesse.

Le conducteur ne pouvait évidemment dans le même temps s'occuper des passagers. Parmi les dix blessés, certains l'ont été en

tendant d'évacuer seuls la rame, sans information ni secours, par une fenêtre brisée, là encore faute d'agent susceptible de les aider.

La direction n'a pas daigné prévenir de l'accident les cheminots de la région. Mais dès mercredi soir, les conducteurs et contrôleurs de Charleville-Mézières puis de Reims et de Champagne-Ardenne ont spontanément exprimé leur colère en refusant de continuer à travailler dans de telles conditions, rapidement soutenus par les militants syndicaux. Ce mouvement s'est ensuite propagé à différentes régions du pays, montrant l'exaspération de nombreux cheminots face à l'irresponsabilité de la direction de la SNCF. À de nombreuses reprises, les cheminots de la région avaient dénoncé et combattu, y compris par la grève, l'équipement à agent seul et les risques que cela fait courir, en particulier en cas d'accident.

Tout le week-end, l'émotion était forte chez les cheminots à Reims, comme à Châlons, Charleville et Châlindrey. Lundi 21, à Reims, 40 mécanos exerçaient encore leur droit de retrait, malgré les pressions individuelles de la direction et les mises en demeure.

**Correspondant LO**



JACQUES WITTI/SIPA

En gare Montparnasse, le 19 octobre.

## Strasbourg

**Dès le vendredi matin, suite à l'accident, certains contrôleurs ont commencé à se mettre en droit de retrait: une trentaine le premier jour.**

Encouragés par l'exposé de la situation au journal télévisé dans la salle de détente et par les retours directs de cheminots d'autres gares sur le territoire, les collègues en droit de retrait se sont sentis légitimés.

Dès les premiers instants, la direction a cherché à intimider les cheminots en droit de retrait par des mises en demeure stipulant des retenues de salaires ou autres sanctions disciplinaires. Les

chefs se sont relayés, ont tenté de convoquer les agents un par un. Les agents ont vite compris qu'il n'y avait aucune raison d'accepter d'être reçu individuellement par plusieurs chefs et ont eux-mêmes décidé d'accompagner à plusieurs, à chaque prise de service, tous les collègues souhaitant se mettre en droit de retrait.

L'inspectrice du travail est venue appuyer cet élan en expliquant que ces mises

en demeure était illégales, et lundi elle rendait les résultats de son enquête qui indiquaient que la direction n'avait pas évalué, et ce des années auparavant, tous les risques liés au fait que le conducteur, par souci d'économies, soit le seul cheminot à bord du train.

Reçus ensuite par leur direction, les cheminots en droit de retrait ont pu constater de nouveau qu'ils ne parlaient pas le même langage. S'ils n'ont rien obtenu, les cheminots sont fiers d'avoir relevé la tête.

**Correspondant LO**

## SNCF : Rennes

La Bretagne est une des premières régions où ont été mis en place des trains TER EAS, c'est-à-dire avec le seul conducteur à bord.

La direction assurait alors qu'en cas de choc brutal avec un obstacle sur la voie, les cabines de conduite étant renforcées, les automatismes étaient sûrs de fonctionner et qu'il était donc peu probable que le conducteur ait à assurer la protection du train et des voies en laissant les usagers seuls après un accident.

Alors, dès le mercredi 16 octobre, quand les circonstances de l'accident ont circulé sur les réseaux sociaux, les collègues ont relayé par SMS, mail et tout moyen, les appels au droit de retrait. À Rennes, le jeudi soir, des contrôleurs, des conducteurs se mettaient en droit de retrait

et le lendemain, le mouvement s'étendait dans toute la région et le trafic était paralysé.

Face à la direction, surprise par un mouvement d'une telle ampleur, la colère s'est exprimée collectivement et tout est ressorti ! Une contrôleur a raconté que, dans un de ces trains, un voyageur avait fait un malaise. Heureusement, elle était là et avait pu faire appel à un médecin et aux pompiers sans que cela retombe sur le conducteur. Un autre cheminot demandait : « Que se serait-il passé au passage à niveau de Saint-Médard, quand en 2007 et 2011 il y a eu deux graves accidents avec un camion,

si le conducteur avait été seul ? » Donnant lui-même la réponse : « Eh bien, ça aurait été le suraccident ! D'ailleurs ce que vous nous demandez d'appliquer, vous ne vous l'appliquez pas à vous-même, puisque pendant le mouvement vous nous remplacez par deux cadres conducteurs en cabine et au moins un cadre du contrôle dans la rame ! »

La direction n'avait rien à répondre. La seule chose que les cheminots ont reçue de la part des patrons, ce sont menaces de sanctions, mises en demeure et mises en absence irrégulière. Cela n'a pas découragé les cheminots, comme disait l'un d'entre eux : « Ils croyaient nous avoir tués après le mouvement de 2018, mais on est toujours là. »

Correspondant LO

## Lyon

« On est toujours là » : voici une phrase qui revenait dans la bouche des cheminots, durant l'arrêt de travail massif débuté vendredi 18 octobre. Et ils ont été les premiers étonnés de l'ampleur de leur réaction.

Sur le dépôt de Part-Dieu (TER et Intercités), le mouvement a été unanimement suivi par des conducteurs exprimant le « trop plein », encouragés par la présence des militants. Sur le dépôt de Perrache (TER), les droits de retrait ont été nombreux et des cheminots plus jeunes, que l'on voit peu dans les assemblées de grévistes, étaient présents. Sur le site de Scaronne, dépôt TGV, comme le disait un conducteur, « ça s'est enflammé ». Les cheminots voulaient absolument « marquer le coup » et leur colère a fait sauter les obstacles, préavis et autres déclarations d'intention de grève.

Vendredi 18 octobre, les contrôleurs étaient eux-mêmes mobilisés, en grève sur des problèmes locaux, à 80 % à Part-Dieu et à 45 % à Perrache. Samedi 19, ils

étaient plus d'une vingtaine en droit de retrait. Plusieurs racontaient les moments où ils avaient dû affronter une situation de crise, après un accident, et qu'il était alors vital d'être deux au minimum avec le conducteur. Ils dénonçaient aussi la dégradation des conditions de travail, le matériel pas assez entretenu, les toilettes hors d'usage, les portes qui ne s'ouvrent plus... et le fait qu'ils soient en première ligne pour gérer ces difficultés engendrées par la politique d'économies de la direction.

La démonstration des cheminots a aussi impressionné les autres travailleurs des gares, agents de sécurité ou du ménage. Tous subissent la même course à la productivité. Tous ont pu ressentir la force que représente une réaction collective.

Correspondant LO

## Paris - Saint-Lazare

Avant même l'accident dans les Ardennes, lundi 14 octobre, les contrôleurs des trains de banlieue au départ de la gare Paris-Saint-Lazare ont refusé de prendre le travail et exercé un droit de retrait.

Cela faisait suite à sept agressions sur le réseau en trois jours dans un secteur où un cheminot a été retrouvé inanimé durant quinze minutes sur le quai après avoir été agressé ! Les contrôleurs protestaient contre des conditions de travail qui les exposent de plus en plus à des agressions.

D'autres cheminots du même secteur ont décidé eux aussi de cesser le travail, en solidarité avec leurs collègues et parce que, d'une part, les dégradations des conditions de travail concernent tous les métiers du rail et d'autre part, eux aussi se trouvent confrontés à des agressions. Cherchant à affaiblir la mobilisation, la direction a mis en demeure des conducteurs de reprendre le travail sous peine de sanction. Bien mal lui en a pris car tous les cheminots

mobilisés, conducteurs, contrôleurs et autres sont allés lui demander des comptes. Face à une centaine de travailleurs en colère, les dirigeants locaux de l'entreprise ont retiré les mises en demeure et ont dû écouter leurs revendications.

Vendredi 18, le mouvement de réaction face à l'accident survenu dans les Ardennes a été particulièrement fort à Saint-Lazare et a bloqué complètement la circulation sur le secteur durant toute la journée de vendredi. Il s'est ajouté à la colère exprimée depuis le début de la semaine. La dénonciation du manque de personnel dans les trains TER rejoint les revendications portées par les contrôleurs et conducteurs du secteur. Les embauches sont en fait nécessaires dans tous les services.

Correspondant LO

### Le gouvernement se préoccupe de la sécurité des cheminots et des passagers



## Nantes

Dès vendredi 18 octobre au matin, le droit de retrait exercé suite à l'accident a laissé tous les trains à quai ou presque. Les conducteurs, les contrôleurs et ceux du tram-train sont restés sur leurs lieux d'embauche dès la prise de service. Puis quelques cheminots de la gare s'y sont mis aussi.

Dans la région, les conducteurs ont commencé à rouler seuls il y a presque dix ans. Il y a eu de nombreuses grèves sur le sujet, comme en 2015, quand la direction voulait déjà systématiser les trains sans contrôleur et supprimer des postes d'agents de départ sur les quais.

Alors, vendredi 18 octobre, la coupe était pleine. Un premier rendez-vous a vite circulé et plus de 200 cheminots, roulants ou sédentaires,

se sont regroupés.

Pendant ces jours de mobilisation, plusieurs dizaines de cheminots se sont ainsi réunis régulièrement pour échanger d'un service à l'autre, du contrôle au tram-train et chez les conducteurs. Les conducteurs et les contrôleurs occupaient les locaux de service et une partie de la gare presque 24 heures sur 24. Ils ont discuté des suites à donner et écrit une liste de revendications dans laquelle l'embauche massive

de contrôleurs figure en priorité.

Cette force collective a été également utilisée pour recadrer des dirigeants qui avaient fait pression sur un cheminot isolé. Et face à une cinquantaine de cheminots remontés par les annonces mensongères sur la « grève inopinée » constamment diffusées par la sonorisation de la gare, l'arrogance de ces dirigeants s'est transformée en excuses...

Ces journées vécues ensemble ont permis de faire connaissance et ces liens vont être précieux pour les luttes à venir. D'ailleurs, la suite va peut-être s'écrire bientôt avec la grève du 5 décembre.

Correspondant LO

HEURE	PROVENANCE	VOIE	TRAIN	NATURE	HEURE	DESTINATION	VOIE	TRAIN	NATURE
12h47	ORLEANS	16813	SUPPRIME		12h43	BLOIS-CHAMBO	16816	SUPPRIME	
13h08	ST PIERRE/C.	107203	SUPPRIME		12h45	CHATEAUBON	414058	SUPPRIME	
13h24	CAEN	13021	SUPPRIME		12h46	BLERE	860712	SUPPRIME	
13h42	VIERZON	860831	SUPPRIME		12h47	LE MANS	860127	SUPPRIME	
13h48	PARIS MONTP.	8303	SUPPRIME		12h51	ANGERS	860127	SUPPRIME	
13h52	REIGNAC	860366	SUPPRIME		12h53	SANS VOYAGEUR	109603	SUPPRIME	
13h53	CAEN	857211	SUPPRIME		12h57	ORLEANS	860008	SUPPRIME	
14h04	POITTIERS	863044	SUPPRIME		13h16	NEVERS	860840	SUPPRIME	
14h15	ORLEANS	16817	SUPPRIME		13h36	VENDOME	860860	SUPPRIME	
14h18	BLERE LA C.	860707	SUPPRIME		13h42	ST PIERRE/C.	106333	SUPPRIME	
14h20	ANGERS	860128	SUPPRIME		14h00	LA ROCHE/YON	863723	SUPPRIME	
14h24	CHATEAUBON	52830	SUPPRIME		14h10	CHATEAUBON	52851	SUPPRIME	
14h35	BLOIS-CHAMBO	860213	SUPPRIME		14h16	CAEN	857248	SUPPRIME	
14h42	ST CHRISTOPH	52523	SUPPRIME		14h30	ORLEANS	16820	SUPPRIME	
14h45		414057	SUPPRIME		14h35	CHARTRES G R	52966	SUPPRIME	
15h08	ST PIERRE/C.	105450	SUPPRIME		14h40	SAMUR	860129	SUPPRIME	
15h25	CHINON	414314	SUPPRIME		14h46	BLERE	860716	SUPPRIME	
15h47	CAEN	13022	SUPPRIME		14h49	ORLEANS	16822	SUPPRIME	
16h06	ORLEANS	14047	SUPPRIME		15h05	CHINON	860317	SUPPRIME	
16h20	CHATEAUBON	52838	SUPPRIME		15h11	PARIS AUSTER	14064	SUPPRIME	

Tableau des trains supprimés.

## ADMR Puy-de-Dôme : les auxiliaires de vie relèvent la tête

Les auxiliaires de vie de l'ADMR (Aide à domicile en milieu rural) de La Roche-Blanche, dans le Puy-de-Dôme, ont profité de la journée de mobilisation dans les hôpitaux et les Ehpad pour faire grève et manifester à Riom. L'association de l'ADMR compte plus de 90 000 travailleurs répartis à quelques dizaines par localité sur toute la France. À La Roche-Blanche, elles sont douze pour trente employés au total, et pour la deuxième fois, dix à se mettre en grève.

Si leurs missions sont à caractère social et nécessitent un diplôme d'État, en réalité, faute de personnel médical ou spécialisé suffisant, elles assument bien d'autres fonctions sans que celles-ci soient jamais reconnues. « Nous faisons le travail d'infirmière, de psychologue, de coiffeur, de pédiatre, d'assistante sociale... Mais nous ne sommes rien! » Leur direction peut aussi leur imposer de faire tout simplement des ménages chez des personnes nullement dépendantes, alors que le temps passé auprès de ces dernières leur est compté! Il s'agit de faire rentrer de l'argent dans les caisses.

Après de personnes âgées, malades ou isolées, elles deviennent le seul contact avec la société.

Même les médecins, parfois, se contentent d'envoyer les prescriptions. Ont-elles besoin de matériel adapté pour ces personnes, l'obtenir est un parcours du combattant. La direction locale n'organise même pas les réunions de coordination qui sont pourtant obligatoires. Si elles ont un problème avec des patients en dehors des heures de bureau ou les week-ends, elles doivent se débrouiller seules.

Les plannings d'intervention leur sont imposés. Il n'est tenu compte ni de leur disponibilité, ni de leurs propres problèmes. Les restrictions médicales ne sont pas respectées. Beaucoup d'entre elles ont des troubles musculo-squelettiques (TMS), certaines sont mises en indisponibilité par le médecin



du travail, d'autres démissionnent au bout de quelques mois. Les amplitudes de journée peuvent être de 12 heures. Les heures supplémentaires ne sont jamais comptées ni payées. Les jours de congé supplémentaire pour les remplacements d'urgence ne sont jamais accordés. « Notre voiture, notre téléphone, tout comme notre temps sont à la disposition de l'ADMR »; aussi disent-elles: « On doit prêter notre mari à la voisine et mettre nos enfants au congélateur pour satisfaire l'ADMR! »

Quant aux salaires, leur grille n'est même pas indexée sur le smic. De nombreuses filles sont payées en dessous du smic. Une employée à temps partiel à 130 heures par mois touche un fixe de 900 euros. S'y ajoutent les indemnités kilométriques (les mêmes depuis onze ans!) de 0,35 euro du kilomètre, et malgré cette somme ridicule, rarement complètement comptées. Quant au temps passé sur la route entre deux missions, 60 kilomètres au compteur sont estimés à une heure de travail, à la ville ou

à la campagne. Ce sont une à deux heures de travail par semaine non payées qu'elles passent sur la route. Avec dix ans d'ancienneté une auxiliaire de vie diplômée peut atteindre 11,20 euros de l'heure.

Aussi, s'organiser malgré la dispersion des lieux de travail, des horaires difficiles et une direction menaçante, c'est ce que les auxiliaires de vie ont tenté de faire pour se faire respecter, convaincues que c'est toutes ensemble qu'il faudra se manifester.

**Correspondant LO**

## Reseda – Perpignan : les travailleurs mobilisés

Chez Reseda, à Perpignan, service d'aide à domicile, les salariés, excédés de voir leurs conditions de travail se dégrader et leur rémunération aussi faible, se sont mis en mouvement.

Reseda est un des services de l'association Enfance catalane (services à la personne et éducation spécialisée). Il emploie 80 salariés, dont 22 techniciens de l'intervention sociale et familiale (TISF), et 40 aides à domicile et administratifs. Il y a cinq autres services dans l'association, avec des éducateurs, des assistants sociaux, des psychologues et des administratifs qui, eux, dépendent d'une autre convention collective.

En septembre, une salariée responsable de secteur qui ne supportait plus la surcharge de travail, est partie dans le cadre d'une rupture conventionnelle. Les travailleurs ont considéré qu'il s'agissait d'un licenciement déguisé, et cela a été la goutte qui a fait déborder le vase. À l'appel de la CGT, 25 salariés se sont

retrouvés en assemblée générale et, le 8 octobre, ils ont voté la grève pour le lendemain.

Les grévistes revendiquent une augmentation de 200 euros net mensuel, le passage de 35 à 50 centimes du kilomètre de l'indemnisation de déplacement et la prise en compte des temps de trajet réels dans le temps de travail. S'y ajoutent les demandes d'obtention d'un poste supplémentaire de responsable de secteur, de la convention collective des autres services, plus avantageuse, et d'un temps de rencontre entre collègues pour préparer les interventions dans les familles.

Le 9 octobre, donc, les grévistes ont fait la tournée des cinq services pour informer des raisons du mouvement, avec un bon accueil chez les animateurs.

Ils se sont ensuite rendus à la maison sociale de proximité, structure du conseil départemental (dirigé par le PS), dont dépend le financement de l'association.

La direction s'est engagée à étudier avec le conseil départemental le financement de l'augmentation des frais kilométriques et celui de l'intégration à l'autre convention collective,

ainsi que la prévision dans les plannings de temps de concertation. Elle a aussi accordé l'octroi de deux jours de congés supplémentaires dont seul un service n'avait pas bénéficié après son intégration dans l'Enfance catalane.

Dans les assemblées générales qui ont suivi, les grévistes, tout en enregistrant les avancées, ont fait

le constat que le compte n'y était pas. Ils ont donc décidé de se retrouver le 6 novembre pour faire le point.

Dans ce mouvement organisé collectivement de bout en bout et dont les participants peuvent être fiers, tout le monde a bien compris que seul compte le rapport de force face à la direction.

**Correspondant LO**

## La Poste – Tulle : sanctionnée pour humanité

Pour avoir signé elle-même une prise en charge de colis afin de rendre service à une personne âgée et avec son aval, une factrice de Tulle, en Corrèze, âgée de 59 ans, était mise à pied le 4 octobre par sa hiérarchie.

Une pétition de soutien qui a circulé dans les communes où elle livre le courrier a déjà

recueilli 6 800 signatures et mercredi 16 octobre, un rassemblement de plus d'une centaine de personnes est venu la soutenir avant son départ pour un entretien préalable avec la direction régionale de Limoges, où plusieurs de ses collègues l'ont accompagnée.

À la direction régionale, on lui a signifié

qu'elle allait être convoquée devant un conseil de discipline qui allait décider d'une sanction pouvant aller du blâme avec inscription au dossier jusqu'au licenciement pur et simple.

Que la direction envisage une sanction pour un fait d'humanité en dit long sur sa politique odieuse.

**Correspondant LO**

# Hôtel Ibis-Batignolles – Paris : le juge contre les grévistes

**En grève depuis maintenant trois mois, les femmes de chambre et les salariés de la société sous-traitante STN se battent pour leur intégration dans le personnel de l'hôtel Ibis-Batignolles, situé dans le 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris.**

Le groupe Accor et la société STN refusent d'ouvrir des négociations et tablent sur leur lassitude. Mais la vingtaine de grévistes sur 70 salariés du site tiennent bon. Ils en ont assez de la sous-traitance, qu'ils assimilent à de la maltraitance. En toute illégalité, STN exige des femmes de chambre qu'elles nettoient 30 chambres en quatre heures, alors qu'il faut sept heures pour le faire. Quant aux gouvernantes, elles

doivent contrôler pas moins de 110 chambres, ce qui se révèle mission impossible dans le temps imparti. Bien sûr, les heures supplémentaires ne sont pas payées. À cela s'ajoutent le mépris, les humiliations. Voilà deux ans qu'un directeur est accusé d'avoir violé une femme de chambre à qui la direction n'a pas daigné donner un avocat. Elle est toujours en arrêt-maladie.

Alors, les salariés sont déterminés à faire reculer

Accor et STN, même si les deux sociétés se liguent pour ne pas respecter le droit de grève. Les directions ont fait appel, en toute illégalité, à d'autres salariés pour contrer la grève. Pour autant, les enquêtes de satisfaction des clients, qui trouvent les chambres sales, montrent que la direction peine à remplacer les grévistes.

Ces derniers, depuis le début, animent en musique un piquet de grève devant l'hôtel, qu'Accor a voulu faire interdire par la justice. Vendredi 18 octobre, celle-ci a tranché, comme souvent, en faveur des patrons. Le juge des référés a interdit



aux grévistes de pénétrer dans l'hôtel, de déverser des papiers devant et de faire du bruit au-delà de 50 décibels. Chaque gréviste est responsable individuelle-ment, le tout est exécutoire et passible de 200 euros par personne et par infraction.

Du coup, les grévistes,

empêchés de tenir leur piquet, ont décidé d'une nouvelle forme d'action, le piquet de grève volant. Chaque jour, ils se rendront devant un hôtel du groupe pour protester contre le mépris d'Accor et de STN et crier haut et fort leur colère!

**Correspondant LO**

## Nike Store – Champs-Élysées : la grève, "just do it!"

**Pour la première fois depuis son ouverture, près de la moitié des travailleurs du Nike Store des Champs-Élysées, soit plus de 40 employés, ont décidé de cesser le travail et de faire grève.**

Depuis le 8 octobre, ils se réunissent devant le magasin, informant le public et exprimant leur colère face aux méthodes d'exploitation de ce géant de l'équipement sportif. Ces travailleurs, jeunes pour la plupart, se battent pour faire respecter

ce qui relève de la simple application du Code du travail : le paiement des heures de 21 à 23 heures en tarif de nuit majoré de 100 %, un management qui ne soit pas basé sur la surveillance permanente, y compris des réseaux sociaux, sur le mépris et la

pression permanente. Ils réclament le droit élémentaire à un suivi compétent par la médecine du travail, ou encore un ticket restaurant par jour travaillé.

Ces revendications témoignent de la façon dont se comportent les patrons de ces grandes enseignes sur la luxueuse avenue. Les directeurs y utilisent l'arme de la division en opposant les travailleurs qui s'usent la

santé avec des cadences infernales au sous-sol et dans les stocks, et ceux qui sont au contact de la clientèle en surface. Les travailleurs qui gèrent les stocks et font les colis réclament les mêmes dotations, les mêmes prestations que celles que l'on concède aux vendeurs.

Pour leur première grève, ces travailleurs apprennent aussi à s'organiser, avec tous les jours un piquet

de grève sur les Champs-Élysées devant le magasin. D'après l'une des grévistes : « Nous sommes très déterminés, nous ne lâcherons pas ! Notre grève est placée sous notre contrôle, nous ne voulons pas être représentés par le syndicat maison. Nous exigeons que ce soit le syndicat que nous avons choisi et des grévistes qui soient reçus par la direction du magasin. »

**Correspondant LO**

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

**Union communiste (trotskyste),**

**membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal octobre 2019.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris  
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

### Sur Internet

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

### Vidéos

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

### Audio-LO

[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Macron à Mayotte : **démagogie xénophobe et promesses électorales**

**En visite éclair sur l'île de Mayotte, département français dans l'archipel des Comores, Emmanuel Macron n'a pas annoncé de hausse des salaires ni des pensions de retraite misérables (300 euros par mois en moyenne).**

Plus de 60% de la population en âge de travailler est au chômage et le marché du travail local va croître de 80 000 personnes dans les prochaines années, mais le président n'a rien eu à leur dire. Rien non plus sur les

conditions de travail des fonctionnaires, ni sur la titularisation des précaires. Il n'a pas déclaré la construction de milliers de logements pour en finir avec les bidonvilles. Dans l'éducation et la santé, il n'a pas évoqué

l'embauche de personnel en nombre suffisant. Rien non plus pour répondre aux pompiers de l'aéroport en grève à son arrivée.

Évidemment, on a eu droit à la mascarade médiatique des effusions populaires avec le président, même si on a pu constater qu'il n'y avait pas tant de monde que cela aux bains de foule, hormis les clientèles macronistes locales.

Macron a en revanche insisté sur la lutte contre les migrants; une politique qui a transformé en cimetière le bras de mer entre Mayotte, Anjouan et Madagascar, comme l'est devenue la Méditerranée. C'était bien là le motif de sa visite...

Dans la grande tradition du colonialisme, quelques millions virtuels ont été distribués. Des projets attendus de longue date ont

été évoqués: piste longue de l'aéroport, modernisation du port, le tout dans un futur indéterminé et surtout post-électoral. De quoi enrichir les multinationales et certains patrons locaux à défaut de résoudre les problèmes de la population.

À Mayotte, on n'attendait pas grand-chose de la visite du président des riches et on n'a pas été déçu.

**Correspondant LO**

## Un département taillé dans le vif

**À en croire les services de propagande élyséens et les médias, Macron se rendrait à Mayotte pour aider un département français en proie à une immigration catastrophique.**

Commentateurs et politiciens alignent des chiffres et des images sur «le plus grand bidonville du pays», «l'île dont la moitié de la population est étrangère», la «maternité où l'on vient accoucher pour avoir un enfant français», etc. Cette situation, qu'ils évoquent de façon si tendancieuse, est pourtant le résultat prévisible de la politique de la France dans la région.

L'impérialisme français, ses troupes coloniales, ses banquiers et ses exploiters avaient mis la main sur les îles du sud-ouest de l'océan Indien au 19<sup>e</sup> siècle,

terminant par la conquête de Madagascar en 1896. Cette conquête et le maintien de l'ordre colonial furent une longue suite de massacres d'indigènes. En 1960, l'impérialisme français fut contraint de changer de politique et accorda l'indépendance à Madagascar.

Pour assurer sa présence au moindre coût, la France sépara Mayotte du reste de l'archipel des Comores désormais indépendant. Elle conserva en outre des îlots déserts.

L'impérialisme assure toujours son emprise sur ces îles inhabitées, y envoyant

navires patrouilleurs, militaires en station et expéditions scientifiques. Macron va lui-même poser un pied sur l'île Glorieuse, affirmant ainsi que, pour quelques cailloux émergeant à peine des flots, l'impérialisme règne sur 643 000 km<sup>2</sup> d'océan.

Quant à Mayotte, la France acheva le découpage de l'archipel en 2009 en la transformant en département français, l'heure n'étant plus aux colonies, ni même aux territoires d'outre-mer. Mayotte hérita ainsi des quelques installations nécessaires à la présence de l'impérialisme, soldats, banquiers, exploiters, douaniers, politiciens, et d'un semblant

d'infrastructures propres à justifier le titre de département. Bien que la pauvreté frappe 84% de ses 250 000 habitants, Mayotte est un havre pour les familles qui crèvent de misère dans les autres îles de l'archipel. Les prétendus immigrants, ceux qui peuplent les

bidonvilles, ne le sont que parce que l'impérialisme a séparé les gens en séparant les îles.

À Mayotte comme à Paris, Macron continue sa basse et dangereuse campagne contre les immigrés, les pauvres, les étrangers.

**Paul Galois**



## General Electric – Belfort : toujours pas d'accord !

**Alors que la grève et le blocage des sites de Belfort et de Bourogne, démarrés lundi 7 octobre par les ouvriers de Turbine Gaz, se renforçaient, la direction de General Electric a présenté mardi 15 octobre un accord cadre aux syndicats.**

La réunion se déroulait à Bercy, avec le ministre Le Maire, pour présenter un accord qui prévoit près de 485 suppressions d'emplois en 2020 au lieu des 792 annoncées initialement, le report d'un an de la délocalisation de l'activité stator-combustion (120 postes à Bourogne) et des engagements flous de diversification dans l'aéronautique d'ici 2023. Le tout assorti, sous prétexte

de compétitivité, de 12 millions d'économies à réaliser chaque année pendant trois ans, en supprimant dix jours de RTT, le jour de solidarité, en gelant les salaires et en supprimant les équipes de week-end, pour atteindre 5% de productivité supplémentaire.

La CGC et SUD, syndicats majoritaires chez les ingénieurs et les cadres, ont tout de suite annoncé qu'ils allaient signer cet accord pour

rentrer dans des négociations. La CGT, majoritaire chez les ouvriers et animant les piquets, se positionne contre.

La direction GE exigeait en préalable à la signature de cet accord prévue lundi 21 octobre que la grève et les blocages s'arrêtent, mais elle n'interrompait pas les discussions avec la CGT.

En tout cas, à Belfort, samedi 19 octobre, 3 000 travailleurs participaient à une manifestation de soutien à ceux de GE. Pendant les interventions de SUD et de la CGC de GE conspuées par une partie des manifestants, la CGT a quitté le rassemblement, entraînant un

tiers des participants, dont la majorité des travailleurs de GE présents qui ne voulaient pas suivre les élus locaux et les syndicats signataires, pour aller rejoindre, par un autre itinéraire, le point d'arrivée qui cette fois était la porte principale de GE bloquée.

Lundi 21, en concertation avec la direction, la CGC et SUD ont organisé un vote, pour ou contre la signature de l'accord. Sans surprise, les quelques centaines de présents, cadres et non grévistes dans leur grande majorité, ont approuvé très largement ces syndicats signataires qui vont signer ce qu'ils appellent

un «succès». De son côté la CGT a refusé de participer à cette consultation tout en se prononçant pour l'arrêt du mouvement.

Aussitôt après que la direction a félicité toutes les organisations syndicales pour leur sens des responsabilités, Le Maire y est allé de son couplet, relayé par les médias, sur les prétendus engagements obtenus de GE grâce au gouvernement.

Les engagements de GE, les travailleurs savent ce qu'ils valent ! Et il ne faudra pas forcément attendre longtemps pour que la méfiance se transforme en colère.

**Correspondant LO**



## “Coût” du travail, propagande patronale

Les licenciements à la GE de Belfort ont été justifiés par la direction sous prétexte de coût du travail trop élevé. Cet argument est présenté à grand renfort de statistiques et de comparaisons à la télévision et dans la presse comme une évidence indiscutable. Ainsi, France 2 a avancé qu'en France, le coût du travail horaire

dans l'industrie serait de 37,30 euros quand, en Allemagne, il ne serait que de 36,70 euros. Comme si, face à ces chiffres, les travailleurs devaient s'incliner.

Outre le fait que ces moyennes ne veulent pas dire grand-chose, le choix de parler de coût du travail est avant tout idéologique.

Parler du coût du travail,

c'est alimenter la fable de capitalistes dépensant des mille et des cents pour que les travailleurs puissent vivre. La réalité est à l'opposé: c'est le travail de la classe ouvrière qui fait les profits des capitalistes, et les suppressions d'emplois les font décoller.

**Ines Rabah**